

AIACE VOX

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne

Septembre 2020 • N° 116



ABOUT VOX 116

- *Editor's Page*

ÉDITORIAL

- *Le mot du Président*

EUROPEAN UNION

- *Conclusions adoptées par le Conseil européen du 17 au 21 juillet 2020*
- *The Merkel moment*
- *In case you missed it*

COVID-19

- *How Covid-19 is changing Europe and our world*
- *L'UE face à la Pandémie*
- *Pandemie und Demographie*
- *Don de l'AIACE au EU staff COVID19 solidarity response fund*
- *Covid-19 ITALIA 20 Febbraio 2020*
- *Covid-19 Finland*
- *La crise du Covid-19 en Espagne*
- *Donation of AIACE-Spain to San Carlos Research Institute*

ARTICLES

- *Luxemburg oder Karlsruhe*
- *Le nécessaire renforcement du mandat de la BCE*
- *The triple world crisis that Europe cannot afford to waste*
- *Kindheitserinnerungen 3. Teil*

Letters to the editor

Si vous êtes pensionné(e) et que vous souhaitez adhérer à l'AIACE, ayez l'obligeance de remplir le formulaire (page 65), ou sur le site web <http://bit.ly/2sW8zPk>, et de le renvoyer à l'adresse figurant au bas du formulaire.

AIACE International

- *Interview Gertrud Ingestadt, Directeur Général DG RH*
- *Prospects for the update of salaries and pensions 2020*
- *Travailler en temps de Covid*
- *Réunion avec le PMO 4*
- *Information du PMO.4*
- *Assises 2021*
- *Programme Assises 2021*

Vie de l'aiace

- *AIACE ITALIA durante la pandemia di coronavirus (Covid-19)*
- *Covid-19...*
- *Une enquête OLD-UP en France*
- *Covid-19 in Denmark*
- *Vie de l'AIACE Finland*
- *COVID19 – the Irish Experience*
- *The Greek section and Covid*
- *AIACE-ES Internet debate*
- *News from the UK section*

We have read / Nous avons lu

- *The Brussels effect*
- *Crisis decision making*

In Memoriam

- *Roger Vancampenhout*

Ils nous ont quittés

Demande d'adhésion

If you are retired and wish to join the AIACE, please complete the form (page 65) - or on the web site <http://bit.ly/2sW8zPk> and return it to the address at the bottom of the form.

Editeur responsable : Joaquín Diaz Pardo

Rédacteur en Chef : Maruja Gutiérrez, marujagutierrezdiaz@gmail.com

Avec la collaboration du Secrétaire général Didier Hespel

didier.hespel@telenet.be

Design, impression et distribution: **OIB**

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne

N105 00/036 (avenue des Nerviens 105 – 1040 Bruxelles)

Tel: 02-295.29.60 - Email: aiace-int@ec.europa.eu

Numéro d'entreprise 0408999411

Internet: <http://www.aiace-europa.eu>

Tirage de "VOX": 26.000 exemplaires

Secrétariat de rédaction

Fabrizio Gariazzo

Comité de rédaction

Jean-Guy Giraud

Erik Halskov

Egon C. Heinrich

Elisabeth Helander

Didier Hespel

Belinda Pyke

Heinz Zourek



BY MARUJA GUTIÉRREZ

I am sorry to open with sad news. VOX long-time collaborator Roger Vancampenhout passed away last July. His last article appears in this issue. We will miss his unquenchable enthusiasm for a wide range of activities and interests, his being so naturally as Brussels as European, his never missing articles. We will miss him.

Unfortunately, this seems to be an issue for sad news. At the time of writing these lines, the Covid-19 pandemic that haunts the world is still with us. The worst seems to be over for Europe, but the danger is by no means past. We asked AIACE sections to send us a contribution on this issue, and many have done so. In fact, all the contributions to *Vie de l'Aiace* refer to about Covid-19. The account and the photos from Gianfranco Sottocorno have particularly impressed me.

This issue pays particular attention to the measures taken by the EU to address the huge social and economic impact of the pandemics. These resolute, fast and wide-ranging actions, agreed after four long days of negotiation, will support well targeted policies and set Europe on path to sustainable and resilient recovery. As President von der Leyen said: "The agreement is a strong signal of trust and a historic moment for the EU." Let me celebrate also, with these lines and with VOX 116 cover, the fact that three women have been at the helm of this "moment of Europe". Our best wishes go to them.

Life and work have been deeply disrupted by Covid-19. In our own case, the sudden closing of the Commission's buildings to retired people and to non-officials left our Secretariat "stranded at home", unable to fulfil their tasks. Didier Hespel tells us how he, with the understanding and support of

DG HR and the good will and dedication of our secretariat, managed to overcome all sorts of problems and keep things going. Our thanks to DG HR, and to its new DG, Gertrud Ingestadt, who has kindly accepted our interview.

At several points on this issue, you will see photos of mosaics of people on computer screens. Zoom and other digital tools have proven essential to keep up communication for work, learning and leisure. With a little bit of humour, let me think that the (probably only) good effect of the pandemic has been a definitive step ahead for the digital transformation, one of the core policy areas of the EU.

A novelty of this issue is the section "Letters to the editor". We have been asking for your views without much success. We hope this section will encourage you to write. In line with this issue's sad tone, the first letters published are on the negative side. So be it.

And to finish with good news, the Commission, through DG HR, has recognized once more the value of our collaboration and has included AIACE in the consultation that it is carrying out, in order to create an HR Strategy that fits with the needs of the Commission and the staff. The aim is to have this HR Strategy adopted by the College by the beginning of January 2021 and to launch and start its implementation immediately afterwards. Our President, Joaquín Díaz Pardo, has immediately shown his interest and will be organizing AIACE's response. Our next issue will look in detail to the European Public Service.

Take care, keep well.



L'Europe face à un défi bouleversant et historique. L'AIACE International toujours en concertation avec l'administration et au service des pensionnés.

PAR JOAQUÍN DÍAZ PARDO

L'année 2020 avait débuté dans l'Union avec un nouveau cycle institutionnel et un agenda reprenant un programme plein d'expectatives. Ceci faisait l'objet des mots avec lesquels, modestement, je souhaitais la bienvenue dans cette revue aux représentants des institutions de l'Union et notamment à la Présidente de la Commission Ursula von der Leyen, couverture de notre numéro de décembre 2019. Dans une lettre en janvier de cette année-ci nous lui faisons parvenir la déclaration sur la Fonction publique européenne adoptée par l'AIACE, tout en lui transmettant au nom des anciens nos vœux de courage et de succès.

À peine trois mois plus tard tout s'est vu bouleversé par la pandémie du Covid-19, qui a fait " arrêter le monde ", comme on dit, et installer la peur et la perplexité ; et par la suite, les difficultés connues pour donner une réponse adéquate à un défi d'une magnitude inouïe. La gestion de la crise sanitaire bien qu'apparemment maintenant apaisée—reste toujours dans l'incertitude de voir la crise se terminer dans un horizon proche et dans l'attente des remèdes épidémiologiques et médicaux.

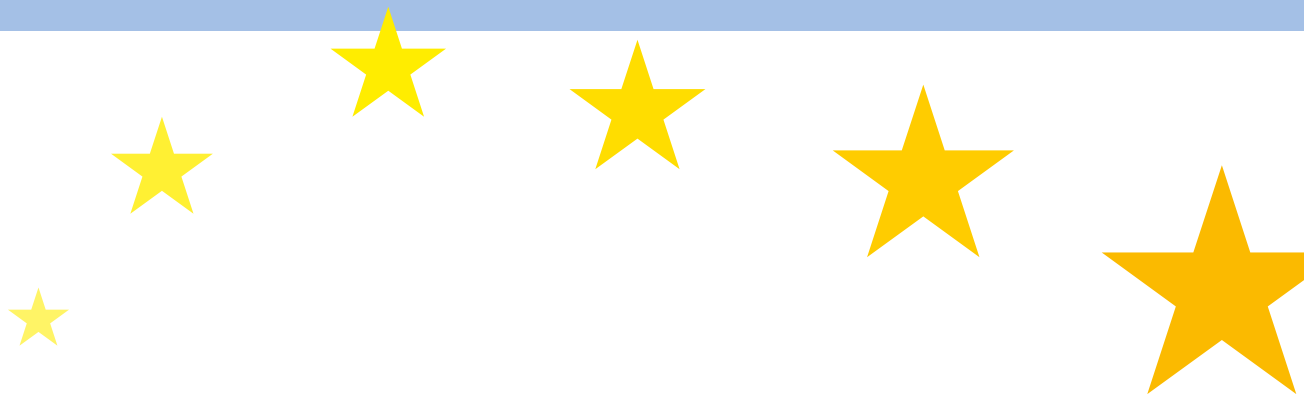
Au début du mois de mars, nous avons eu un entretien avec le Commissaire Johannes Hahn, dont l'objectif était de faire un tour d'horizon de nos relations de partenariat Commission-AIACE International et de lui faire part de la déclaration sur la Fonction publique européenne, à la lumière d'une actualité qui semblait déjà inquiétante. A cette occasion, lors d'une réunion avec la Direction Générale des Ressources Humaines

(DG HR) – notre partenaire et interlocuteur, comme on le sait, dans l'Administration de la Commission—nous avons été informés des travaux déjà en cours pour faire face aux conséquences que le développement de la pandémie laissait à craindre, notamment au sujet du personnel actif, tout en évoquant dans cette phase initiale des questions pouvant concerner les pensionnés.

Depuis lors, on a pu constater la continuité des travaux de la part de l'Administration dans des conditions fort contraignantes, notamment la gestion de cette crise et ses prévisions incertaines en vue de faire fonctionner la machine de la Commission tout en assurant de manière prioritaire la sauvegarde de la santé.

Avec un remarquable dévouement, l'Administration de la Commission ainsi que des autres institutions ont veillé à ce que, dans toute la mesure du possible, les droits et besoins des pensionnés restent assurés. Le Directeur Christian Roques et son équipe du côté de la DG HR et la permanence toujours active du Secrétaire de l'AIACE internationale, Didier Hespel, ont fait preuve d'un dévouement méritant de leur rendre un juste hommage. On ne pouvait que le souligner et faire part de notre reconnaissance, en même temps que de souhaiter la bienvenue à la nouvelle Directrice générale de la DG HR, Gertrud Ingestad, avec qui une interview paraît dans ce numéro de VOX.

Une récente réunion télématique avec l'équipe du PMO.4 Pensions a permis des échanges



d'information et d'évoquer des points de concertations ; c'est l'exemple d'une activité sans relâche malgré les circonstances.

Suite à une récente réunion télématique du Bureau, j'ai saisi le Conseil d'Administration d'une communication visant à faire le point sur les travaux à mener ainsi que sur la gestion des réunions dans un horizon de temps jusqu'à la fin de cette année-ci, tout en tenant compte du fait qu'il sera difficile d'organiser des réunions présentielles et, que à court et peut-être moyen terme, il va falloir recourir aux échanges et aux réunions télématiques.

Ce numéro de VOX a inévitablement comme leitmotiv la crise sanitaire provoquée par le Covid-19 et les conséquences dévastatrices commençant à se montrer déjà et qui, hélas, marqueront une étape de l'histoire contemporaine et de notre Europe.

Ces conséquences d'ordre économique et social, qui se font déjà sentir, frappent nos sociétés et nos citoyens de manière impitoyable, encore plus dans certains États membres.

Les sections nationales de l'AIACE nous ont fait part de leurs initiatives solidaires avec un regard qui dans un sens ou l'autre projette une empathie partagée vis-à-vis nos concitoyens particulièrement touchés ou vis-à-vis de besoins d'ordre social, ainsi que des gestes de soutien au monde de la recherche épidémiologique, et ceci par le biais de nombreuses donations. L'AIACE International, pour sa part, a contribué de manière significative avec une donation au

" EU staff Covid-19 Solidarity Response Fund " (initiative lancée par le mouvement solidaire " EU Staff 4 Climate ") géré par la Fondation Roi Baudouin, reconnue pour ses valeurs fondamentales, que sont l'intégrité et la transparence, le pluralisme et l'indépendance, le respect de la diversité et la promotion de la solidarité.

Le Conseil Européen, lors des réunions marathoniennes les 17-21 Juillet, truffées de sursauts et de difficultés connues, a finalement montré d'être à la hauteur de cette crise tellement défiante, moyennant, substantiellement, l'adoption du " paquet von der Leyen ". " We did it ", s'exclamait à la fin du Conseil le Président Charles Michel, qui avait joué un rôle de concertation de premier ordre. Le Parlement Européen, voix des citoyens européens, a réaffirmé son engagement sur ce paquet que la Présidente Ursula von der Leyen a appelé " le moment de l'Europe ".

En effet, la décision prise consiste à presque doubler le montant du Budget et adopter le paquet " New Generation UE " ; elle honore la consigne " qu'il ne fallait pas manquer d'audace ni non plus arriver trop tard " que le Président Jacques Delors rappelait en paraphrasant Henri Spaak. La proposition de la Commission et la décision du Conseil Européen doivent être considérées comme historiques de par leur contexte et leur nature, et ce dans un délai record par rapport aux crises précédentes.

Comment, dans ce contexte, ne pas penser particulièrement à nos collègues dans les



institutions et tout spécialement à ceux qui dans le backstage et dans les salles des machines des institutions de l'Union qui ont fait preuve une fois encore d'un dévouement à la hauteur du défi.

Dans ces moments où les soucis et l'espoir vont de nouveau de pair, il est inévitable chez nous, les anciens de la Fonction publique européenne, de partager un sentiment d'engagement vis-à-vis du projet européen et de légitime fierté d'appartenance à l'Europe et à sa fonction publique.

Un long chemin devant nous reste à parcourir où les difficultés sont garanties. À côté de la relance économique et de nos acquis en matière de progrès, il y a un agenda à développer où le marché intérieur digital ou la relance verte sont, entre autres, des priorités à l'ordre du jour.

Et, d'ailleurs – et ceci c'est une page encore à écrire sur l'avenir de l'Europe -, on ouvre une fenêtre d'opportunité qui pourrait faire un saut qualitatif dans le processus d'intégration fiscale de l'Union. Une émission de dette européenne par la Commission mutualisée et avalisée sur le budget de l'Union et une internationalisation de l'Euro dans les marchés financiers sont un fait de dimension sans précédents et de nature prometteuse visant une Europe plus fédérale.

Enfin, toute cette période de pandémie et de confinement a généré une pléiade d'analyses et des essais contenant des interrogations et des réflexions de toutes sortes. " Va-t-il falloir redessiner les plans de la maison avant d'être

reconstruite ? " s'interrogent certaines voix sous un regard global. Une crise à caractère planétaire qui touche les nations ou les gens sans discrimination, qui a hiberné des économies et détruit de l'emploi au niveau mondial, prête aux questionnements y compris même, d'après certains, aux paradigmes tenus comme acquis : s'agit-il tout simplement de reprendre une activité économique hibernée pour retrouver l'ancienne normalité, comme c'était le cas lors des crises précédentes ? Ou devra-t-on s'interroger sur un certain nombre des questions déjà connues, y compris quant à la soutenabilité de nos modèles de croissance, tout en réaffirmant l'impératif de garder et de renforcer nos acquis caractérisant l'Europe et les fondements de l'Union ?

Une relecture récente – avantage du confinement – de Robert Musil (*Der Mann ohne Eigenschaften*), m'a invité à réfléchir dans la foulée de cette panoplie d'analyses récentes et des pensées dont certaines valent la peine. Le personnage principal de cette œuvre, Ulrich Anders, recourt au grand philosophe de l'Église, Saint Thomas d'Aquin, et à son " incompréhensible stupéfaction ", évoquant qu'il " était décédé en 1274, une fois qu'il avait réussi à grand peine à mettre en ordre les pensées du siècle ".

Dans ce monde actuel tellement bouleversé par cette pandémie et sa crise subséquente, Il va peut-être falloir – en l'absence du Doctor Universalis et de préférence avant la fin de ce siècle-ci ! – mettre de l'ordre dans toutes ces pensées en cours.

Il faudra en tout cas veiller à ce que l'Europe, en s'adaptant, puisse sauvegarder ses principes et en résulter renforcée. En effet, l'Union Européenne consacre une communauté de droit et un modèle de société et de valeurs qui la rendent unique et qui doit être préservée.

Je vous souhaite de rester en sécurité tout en prenant bien soin de vous.



Conclusions adoptées par le Conseil européen du 17 au 21 juillet 2020¹

Après quatre jours et quatre nuits de négociations, un accord a finalement été conclu sur un plan de relance visant à réparer les dommages économiques et sociaux causés par la pandémie de Covid-19, à donner un coup de fouet à la relance européenne et à protéger et créer des emplois.

PAR MARC OOSTENS, TRÉSORIER AIACE, DIRECTEUR HONORAIRE DE LA COMMISSION

L'aspect budgétaire

- Ce plan (Next Generation EU) prévoit un fonds européen de 750 milliards d'euros qui seront débloqués pour les pays gravement touchés par la crise. Ce montant se compose de 390 milliards de subventions accordées par les États membres et de 360 milliards de prêts à rembourser. Le plan de relance qu'avait concocté la Commission faisait une place plus large aux subventions (500 milliards) plutôt qu'aux prêts (250 milliards).
- Les 27 chefs d'État et de gouvernement se sont également mis d'accord sur le budget pluriannuel, qui s'élève à 1.074 milliards d'euros. Là aussi la proposition initiale de la Commission était plus ambitieuse (1.135 milliards).

Le plan de relance et le budget pluriannuel représentent donc ensemble un budget de 1.824 milliards d'euros.

Dans sa résolution du 23 juillet 2020 le Parlement européen se dit prêt à refuser de donner son approbation sur le CFP jusqu'à ce qu'un accord satisfaisant soit trouvé dans le cadre des négociations à venir entre le Parlement et le Conseil.

Respect de l'Etat de droit

Le lien avec l'argent du fonds de relance et le respect de l'État de droit a été une autre

pomme de discorde majeure de ce sommet. La Pologne et la Hongrie, en particulier, étaient en désaccord avec cela. Ces dernières années, ces pays ont, entre autres, limité les pouvoirs du pouvoir judiciaire par des changements constitutionnels. La presse libre et les droits de l'homme sont également sous pression.

Même si le lien avec l'État de droit est effectivement inclus dans le texte final, le Parlement européen² regrette qu'il soit affaibli par rapport aux premières propositions. L'accord stipule que le Conseil européen "souligne l'importance et le respect de l'État de droit". En cas d'infraction, la Commission européenne "propose des mesures", que le Conseil européen doit ensuite approuver à la majorité qualifiée.



1 EUCO 10/20 – CO EUR 8/CONCL 4
2 PE655.408

Capacité d'emprunt

Pour la première fois, les Etats membres empruntent conjointement de l'argent pour l'investir à nouveau plus tard. L'objectif de ce prêt conjoint est d'éviter que les pays les plus pauvres ne s'endettent encore plus du fait de la crise Corona. La décision du Conseil d'autoriser la Commission à emprunter des fonds au nom de l'Union sur les marchés des capitaux n'est pas prévue au Règlement financier de l'UE (Budget en équilibre). Le Conseil a donc précisé que le pouvoir d'emprunter conféré à la Commission est clairement limité en termes de volume, de durée et de portée : une réponse exceptionnelle à des circonstances temporaires mais extrêmes.

Nous devons constater qu'aux différents niveaux d'endettement des Etats membres, viendra s'ajouter une dette au niveau de l'UE. L'Union aura-t-elle le courage de renoncer au fruit défendu après en avoir goûté la saveur ?

Ressources propres

Les ressources propres traditionnelles (RPT) se composent principalement de droits de douane perçus sur les importations en provenance de pays tiers. Les États membres seront autorisés à conserver 25 % des droits de douane perçus (contre seulement 20% auparavant et une proposition de la Commission soutenue par le PE de les réduire à 10%).

La Décision du Conseil prévoit d'introduire de nouvelles ressources propres au cours des prochaines années afin de rembourser les emprunts contractés.

- à partir du 1er janvier 2021 : une contribution nationale calculée en fonction du poids des déchets d'emballages en plastique non recyclés ;

- à partir du 1er janvier 2023 : un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières ;
- à partir du 1er janvier 2023 : une redevance numérique ;
- la Commission est invitée à présenter une proposition révisée relative au système d'échange de quotas d'émission, éventuellement étendu à l'aviation et au transport maritime ;
- l'Union s'efforcera, au cours du prochain Cadre Financier Pluriannuel (CFP), de mettre en place d'autres ressources propres, qui pourraient inclure une taxe sur les transactions financières.

Dans sa résolution du 23 juillet 2020, le PE estime que l'ensemble des nouvelles ressources propres doit viser à couvrir au moins les coûts liés à l'instrument " Next Generation EU ".

Ces ressources propres considérées comme de nouvelles taxes, n'est-ce pas une manière pour les Etats de "Se retrancher derrière Bruxelles" ?

Cadre financier 2021-2027

" Dans leur quête d'un compromis, les leaders ont fait des ajustements de grande ampleur dans le prochain budget européen et le Plan de relance, sur la santé, la migration, l'action extérieure ou Invest EU, l'enveloppe pour les investissements stratégiques ", a déploré la présidente de la Commission Ursula von der Leyen. La recherche et l'innovation, dans le budget, perdent 10 milliards par rapport à la période 2014-2020. Le Parlement européen déploré également que des programmes prospectifs aient fait l'objet de coupes budgétaires. L'accord n'est pas idéal, mais il est vital pour l'Europe, qui détient enfin son budget pour les 7 prochaines années.

Fonds de soutien Brexit

Il s'agissait de toute façon de négociations budgétaires difficiles, en dehors de la crise du Covid-19. Mais avec le départ du Royaume-Uni, le budget européen a perdu d'un seul coup un contributeur net de 60 milliards d'euros. Concrètement, 5 milliards d'euros sont prévus pour la création d'un fonds destiné à aider les régions et les secteurs gravement touchés par le retrait du Royaume-Uni.

Corrections forfaitaires

Pour la période 2021-2027, des corrections forfaitaires réduiront la contribution annuelle-fondée sur le Revenu National Brut (RNB) du Danemark, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Autriche et de la Suède. Pour obtenir un accord, les corrections ont été révisées à la hausse. Ces réductions brutes sont financées par tous les États membres en fonction de leur RNB. Le Parlement européen rappelle qu'il est fermement en faveur de la suppression, dans les meilleurs délais, de tous les rabais et mécanismes de correction.

Administration publique européenne

De manière récurrente, la Commission est invitée, dans son évaluation et ses éventuelles propositions ultérieures, à traiter de questions telles que les évolutions de carrière, l'importance et la durée des indemnités, l'adéquation du système fiscal, le prélèvement de solidarité ainsi que la viabilité du système des retraites. La Commission avait proposé un montant de 58,5 milliards d'euros pour les dépenses administratives des Institutions. L'accord budgétaire du Conseil a réduit ce montant à 55,8 milliards, soit une réduction de 10%. L'invitation devient une obligation.

Conclusion

L'Union européenne a réussi à se mettre d'accord sur un plan de relance à l'ambition

inédite pour répondre à une crise qui ne l'est pas moins.

Le 30 novembre 1979, Margaret Thatcher lance une formule qui va faire le tour du monde et provoquer une des crises majeures de l'histoire de la construction européenne : " I want my money back". Le 21 juillet 2020 le Conseil a évité l'échec en acceptant, entre autres, d'augmenter les rabais financiers accordés aux États contributeurs nets.

Les principaux négociateurs se sont félicités de cet accord :

- " C'est un bon accord, un accord solide, le bon accord pour les Européens " (Charles Michel, Président du Conseil) ;
- " Le résultat est un signal de confiance " (Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne) ;
- " Un jour historique pour l'Europe ! " (Emmanuel Macron , Président français) ;
- " Cela n'a pas été facile, mais ce qui compte pour moi, c'est que nous nous sommes mis d'accord et que nous sommes tous résolus à faire quelque chose de cet accord " (Angela Merkel, Chancelière allemande).

Pour la première fois de leur histoire, les États européens vont s'endetter ensemble pour relever les plus touchés d'entre eux par la crise, et les " Ressources propres " vont prendre une part de plus en plus importante dans le financement du budget de l'UE.

Ces deux changements majeurs, capacité de s'endetter et pouvoir de taxation, vont-ils donner une autre dimension à l'Union : un pas vers le fédéralisme budgétaire ?

THE MERKEL MOMENT

At the initiative of AIACE-Spain, a telematic debate was organized on 22 June, in collaboration with the Spanish Federal Council of the European Movement (CFME), on "The European Response to the Covid-19 Crisis: An Opportunity to Advance the Federalization of the European Union?"

BY JOSÉ-ISAÍAS RODRÍGUEZ GARCÍA-CARO AND ALEXANDRA CAS GRANJÉ

In it participated, in addition to Joaquín Díaz Pardo, president of AIACE-Spain and of AIACE International, also the director of the European Commission Representation in Spain, Francisco Fonseca; Román Escolano, former vice-president of the European Investment Bank and former Spanish Minister of Economy; Alejandra Cas, former director of the European Commission's Directorate General for Economic and Financial Affairs; and Francisco Aldecoa, president of the Spanish Federal Council of the European Movement. I had the pleasure of moderating all these people, very knowledgeable on European integration and to whom I am united by both friendship and a passion for the European Union, in a "forum among friends". A short report on the debate has been prepared by AIACE-ES Vicepresident Alfonso González Finat for the Vie des sections.

This article wishes to address more in detail one specific subject: the importance of the actions of the European Union in this difficult moment. In the presentation to the European Parliament of the European Commission proposal entitled "Next Generation EU", its President, Ursula von der Leyen, said, in relation to the crisis caused by Covid-19, "it is the moment of Europe." That is to say, it is an opportunity to show that only by acting together, we Europeans will be able to deal with the crisis and its consequences. In a lucid account, the High Representative for the Common Foreign and Security Policy and Vice-President of the European Commission, José Borrell, said: "from this crisis, we, Europeans, will come out together or no one will".

Precisely, this united and supportive response required a breakthrough in the federalization of Europe. This is where "that" moment" of Europe lies, responding boldly and urgently to the magnitude of the unprecedented crisis caused by coronavirus. The conclusions of the European Council of 21 July reflect two fundamental elements, namely the community dimension and character of the agreement. They have therefore signified a very important step in the deepening of the European Union, in a context marked by the departure of the United Kingdom and by international volatility.

Is this a Hamilton moment? In other words, are we looking at the start of a European Treasury? The reality of what has happened in the European Council support this and, without doubt, what has been agreed is of historical significance on the road to the federalisation of Europe and, of course, in the prominence of the euro in capital markets.

In her speech, Alejandra Cas defined as the "Merkel" moment" the urge of the Chancellor of Germany, country that chairs the EU Council in the second half of this year, to provide the EU with a financial modality and capacity unimaginable just a few months ago. Merkel has counted, not only on the already traditional Franco-German axis, but especially on the complicity of the President of the European Commission and Cristine Lagarde, President of the European Central Bank. Three « women in pink" according to Alejandra's very fortunate expression and with a very different approach to the austerity symbolized by the "men in black". Austerity cannot be the answer to this exceptional crisis.

This is the first major truly European and global crisis. The great challenge has been, and still is, how to safeguard the productive fabric major of our economies for as long as Covid-19 impedes their normal functioning. As the months go by, we realize that there will be permanent and substantial damage in all countries, albeit in some more than others. Spain, due to the importance of sectors were social distancing and teleworking is difficult (tourism, hotels, catering, construction...) is among the most affected.

In contrast to the uniqueness of the single market, the euro and the ECB's monetary policy, there are 19 national macroeconomic policies whose capacity to respond to the Covid-19 crisis are greatly different and, in some cases, clearly insufficient. Outside the euro area we observe the same shortcomings. The single market has brought great benefits to some countries and less to others. Exceptional circumstances require an additional European response, proportionate and equally exceptional, so as not to leave anyone behind. When the whole of Europe is in crisis, it is essential to have a common fiscal instrument to compensate and strengthen the national measures, complement the monetary policy of the European Central Bank and support the single market.

This is the path that the European Union is now starting, a path of hope without return, the success of which will depend mainly on three factors. First, the capacity of the European institutions, and after of Member States, to complete the arduous procedures as a matter of urgency; second, the presentation by MS of recovery and resilient plans and the timely and efficient distribution of funds to Member States; and third, Member States good use of these funds to transform their economies and make them more resilient and sustainable. The frugal countries will be vigilant, but not only them, the citizens of Europe even more. The expectations of this Merkel Moment are very high. The European Union has to live up to it.



In case you missed it



This section gathers pointers to important EU documents appeared since the last issue, in order to facilitate search and access to our readers.

Coronavirus response of the EU

The European Commission is coordinating a common European response to the coronavirus outbreak. In close coeoperation with the European Parliament and the Council. These pages are the entry points for all related documents.

https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/health/coronavirus-response_en

<https://www.consilium.europa.eu/en/policies/coronavirus/>

<https://europarl.europa.eu/news/en/headlines/priorities/eu-response-to-coronavirus>

Europe's moment : Repair and prepare for the next generation

Detailed factsheets on the adopted measures and their budget

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_20_940

https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/factsheet_1_en.pdf

Adjusted Commission's Work Programme

https://ec.europa.eu/info/publications/2020-commission-work-programme-key-documents_en

Appointment of European prosecutors

The Council has appointed the European prosecutors of the European Public Prosecutor's Office (EPPO), an independent body of the EU responsible for investigating, prosecuting and bringing to judgment crimes against the financial interests of the Union (e.g. fraud, corruption, cross-border VAT fraud above 10 million euros).

<https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2020/07/27/eu-public-prosecutor-s-office-epo-council-appoints-european-prosecutors/>

Eight macro-financial assistance (MFA) programmes agreed

The Commission, on behalf of the EU, has agreed Memoranda of Understanding (MoU) on macro-financial assistance programmes with eight enlargement and neighbourhood partners, to help them limit the economic fallout of the coronavirus pandemic.

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_20_1457

HOW Covid-19 IS CHANGING EUROPE AND OUR WORLD



The Italian Marxist philosopher Antonio Gramsci saw it coming, with his oft-quoted remark in his Prison Notebooks from the 1930s that ‘the crisis consists precisely in the fact that the old is dying and the new cannot be born; in this interregnum a great variety of morbid symptoms appear.’ The test and challenge for Europe today is first to successfully manage the interregnum (by dealing with the effects of the global pandemic and economic recession), and then to rebuild the new order, in Europe’s interests. If we fail in either of these two essential tasks, the EU’s future will be at the mercy of external forces and events.

BY DAVID HARLEY

The world may be still revolving on its axis, but for many people their daily lives have been turned upside down since Covid-19 first landed on our shores at the start of this year. Coming to terms with the new reality can be quite a struggle. Previously tried and tested political systems are showing signs of strain. While several European countries have managed and mitigated the effects of the virus with relative success, in others the pandemic has laid a trail of devastation, pain and grief, demolishing received ideas and political reputations, forcing their citizens to reimagine different forms of behaviour and society. Opinions vary wildly about where all this is leading. The optimists tell us that ‘something good may come out of it’, while sombre scientists consider the pandemic as further evidence that the human race is slowly but surely destroying the planet.

In practical terms, what should we do to avoid the apocalypse (which by the way has been foretold many times throughout human history), or less dramatically, a second surge coinciding with economies in free fall? Where do we start? Predictions about the direction in which Europe and the world are heading cannot yet be made with any degree of confidence or certainty. To use the celebrated formula of US defence secretary Donald Rumsfeld, there are too many known unknowns – not to mention the unknown unknowns—as regards both the final outcome

of the pandemic (assuming that it will end one day – remember that many plagues and pestilences in earlier periods of Europe’s history lasted years or even decades), and the consequences of the economic depression that is about to hit our countries. Nor can we rule out the emergence of entirely new disruptive phenomena that we have neither planned for nor even imagined.

Yet some things we do know and can see already, at least at the level of general principles. For the EU to survive, its member states will need to show solidarity, in word and in deed. Mercifully, most of our heads of state and government seem in their wisdom to have recognized this *conditio sine qua non* to safely navigating our way through Gramsci’s interregnum. From under the earth we hear the cracks and groans telling us – forgive the pun—that the Teutonic plates are shifting, finally. Positions on the notion of fiscal transfers that were unthinkable a couple of months ago are now being actively promoted by a majority of EU leaders. Trillions of euros will be needed to save Europe’s economies and businesses from failing and its workforce from mass unemployment.

Who better to bear out this assertion than Europe’s unlikely knight in shining armour, the chancellor herself? Addressing the Bundestag on June 18th, Angela Merkel described the challenge facing us all in the



following terms: “How Europe copes with this pandemic compared to other regions of the world will determine the prosperity of European citizens and Europe’s role in the world. The anti-democratic forces, the radical authoritarian movements are just waiting for economic crises to be exploited politically. They are just waiting to stir up social anxiety and spread insecurity’

Later that same day, at a virtual meeting of the European Council, Merkel backed up her words with proposals for practical action. Already in the run-up to the summit held on April 23rd, she had announced to the Bundestag that ‘in a spirit of solidarity, Germany should be prepared, over a limited period of time, to make much higher contributions to the EU budget.’ As the chancellor knows better than most, history has shown that punishing countries for their alleged or perceived misdeeds invariably backfires in the long term. She has often referred to Christopher Clark’s book ‘The Sleepwalkers: How Europe Went To War in 1914’, and certain parallels with Europe’s situation today. It was surely unthinkable for Angela Merkel, given her personal back-story, to leave as her legacy a shattered Europe where populists rule the roost. Nor is this position

solely founded on moral considerations and nobility of purpose: bailing out the countries hit hardest by the crisis will help to preserve the single market and boost German exports. Before revealing her hand, Merkel took the elementary precaution of making sure she had the backing of German business. After all, conflating a country’s vital national interest with the general interest of the Union has always been the cornerstone of effective EU diplomacy. Emmanuel Macron also pledged his full support, saying that ‘Europe has no future if we cannot find a response to this exceptional shock.’

In parallel the Commission has also played a crucial role, in proposing the basic framework for an EU Recovery Fund, under the title ‘Next Generation EU’, with three essential objectives – avoiding drastic levels of unemployment and economic depression in certain member states, defending the political foundations for the single market, and ensuring the unity and cohesion of the EU as a whole. The total ‘Recovery Package’ that President von der Leyen laid before the June summit consisted of three elements, totalling 2.4 trillion euros, broken down as follows: 750 bn in the Recovery Fund, of which 500 bn in grants and 250 bn in loans, the grants



to be funded by Commission borrowing on financial markets, with national commitments to the EU budget serving as guarantee; and 1.1 trillion from the EU budget under the MFF (multinational financial framework) for the period 2021-2027. Even if some seasoned budgeteers felt that this proposal was more of a three-card trick than a three-part package with a degree of double counting (including funds under the MFF earmarked for other purposes and before they had been agreed looked suspiciously like sleight of hand), the sheer scale of the amounts involved was impressive and quite unprecedented. The Commission had shown that its ambition was equal to the mammoth task ahead – nothing less than rescuing the European economy.

In its response to the coronavirus crisis, the EU faced a moment of truth and – contrary to the predictions of many commentators – passed the first test. Mrs Lagarde donned the mantle of Mario Draghi from July 2012 and promised to do ‘whatever it takes’. This clear and courageous stance will strengthen the Commission’s authority when faced with further challenges in the future. The harder part now is to move on from eye-catching figures to detailed content, from lofty ambition to practical implementation, and in doing so secure a lasting agreement among the 27. The greatest share of the funds under the recovery instrument should go to the hardest hit countries, largely in the form of grants rather than loans. Many important questions have still to be answered, particularly on how to ensure that the money will be spent on strengthening growth and economic resilience (rather than paying off pre-pandemic debts resulting from earlier misconceived policies that further damaged economies rather than bringing greater stability), and on supporting the European Green Deal and the digital transition. Or as Commission vice-president Frans Timmermans put it: ‘We need to make sure that the investments that we make will take us into the 21st century and that we do not put money

into assets that will be locked into the past. That money will be lost. We need an economy that supports our health, our well-being, and creates stronger resilience.’ These first steps to counter the socio-economic effects of the pandemic are encouraging, and we must hope that our political leaders stick together and do not waver in their support for unity and solidarity.

At the outset, few countries in the world were effectively prepared for the scale and gravity of the impending shock, and the EU was no exception. The Covid-19 crisis also exposed the lack of coordination among member states on public health policy. This was hardly a surprise, given the traditional preference of national governments to retain competence in this area. The initial response of member states in the first stages of the outbreak in Europe was to look after what they perceived to be their respective national interests, for example by stockpiling PPE (personal protection equipment) or preventing medical supplies from crossing borders. The principles at the heart of the EU and the single market – free movement and Schengen – were almost jettisoned overnight. Gradually, however, after the first wave of panic and arbitrary decision-making, and gently but firmly pressed by the Commission, governments realised the value of coordination and exchanging information at EU level. This will put the EU in a stronger position to deal with the likely subsequent surges of the virus, and enable the Commission to go beyond its formal treaty competences by more proactively providing guidance to national governments. The European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC), an EU agency based in Solna on the outskirts of Stockholm, could be in line to receive a heightened role – up to now its function has been largely advisory – and increased funding.

According to WHO figures, EU member states have been faced with close on 2 million confirmed cases and over 180,000 deaths as

a result of the coronavirus outbreak. Yet, as the European Public Health Alliance points out, no mechanism exists to mandate the 27 health ministers to take common actions to curb the pandemic or pool protective equipment and medicines. Citizens need an absolute reassurance that their governments and the EU institutions are in a permanent state of readiness – the next surge may be only days or weeks away. It goes without saying that there are political benefits too for the EU: demonstrating competence and mutual assistance across borders in times of crisis takes us into the space so integral to the vision of President Macron, among others – that of ‘l’Europe qui protege’.

Another issue that resonates with European public opinion is climate action and the European Green Deal. The Commission and the European Parliament in its resolutions have made it clear that there must be no backtracking as a result of the pandemic. On the contrary, its proponents say, the Green Deal is essential to the success of the Recovery Package. In the words of Fazlun Khalid, advisor to the UN on environment, ‘As the world enters a period of prolonged uncertainty, the EU’s leadership on the Green Deal will provide a critical source of inspiration for how we re-engineer our economies for the post-Covid-19 age’.

The EU has so far shown itself broadly equal to the herculean task of finding a common line among the 27 on how to deal with the consequences of Covid-19 and launching economic recovery. But regrettably these are not the only challenges on the horizon. ‘When sorrows come, they come not single spies but in battalions’, said the poet. Like a kaleidoscope, the world order has been shaken, and its component parts are in flux and have yet to settle. Even before COVID, the list of problems facing the world was long and daunting – the rise of populism, extremism and nationalism, autocratic leaders trampling

on democracy and basic human rights, the weakening and sidelining of international organisations, the spectre of famine linked to global warming, China’s new assertiveness boosted by America’s abandonment of world leadership under Trump, the risk of trade wars, Europe’s stuttering economy set against its traditionally high levels of social protection (but for how much longer?).

Ursula von der Leyen was right to say at her first press conference as President that she will lead a ‘geopolitical Commission’, implying that she fully grasps the scale of the problems at global level that are stacked up against the EU at this critical moment in its history. The direction has been set, although unfavourable trade winds and other hostile elements could still blow the enterprise off course. We are fortunate to have in place effective institutions, policies, and leaders to deal with both the current situation, in all its complexity, and with whatever slings and arrows are thrown in our direction in the months and years to come. At this precise moment in the intermediate stage of this multifaceted crisis, we cannot reasonably hope for more. Europe has known dark days at other times in its history and has always pulled through, eventually, sometimes at the cost of great pain and suffering, but with its humanist culture and spirit intact. Let us hope that the EU will re-emerge the stronger this time too.

In 1320 a certain Florentine bureaucrat wrote about finding himself in a dark wood, where the way out was not clear:

*‘Nel mezzo del cammin di nostra vita,
mi ritrovai per una selva oscura, che la
diritta via era smarrita’* - Dante, La Divina Comedia

Europe is again at a fork in the road. May its enduring values help us to find the right way forward.

L'UE FACE À LA PANDÉMIE



Lorsque paraîtra ce numéro 116 de VOX, dont la diffusion est programmée en septembre, six mois se seront écoulés depuis la propagation foudroyante dans le monde, et singulièrement dans nombre de pays de l'Union européenne, certains d'entre eux étant plus touchés que d'autres, du Covid-19 ou coronavirus. La pandémie sera-t-elle derrière nous ? Comme on pouvait s'y attendre, des mouvements et partis populistes hostiles à l'UE n'ont pas manqué d'imputer à celle-ci la responsabilité des ratés de certaines politiques sanitaires nationales, voire du manque de coordination entre les autorités sanitaires des pays européens. Rappelons tout d'abord que, si les politiques de santé relèvent de la compétence exclusive des États membres, l'UE peut, en dehors de toute harmonisation, mener des actions d'appui ou de coordination dans ce domaine comme dans d'autres qui sont précisés par les traités. Cela dit, alors que les professionnels de la santé et les scientifiques sont en première ligne dans la guerre contre la pandémie, celle-ci génère des conséquences dramatiques et des tensions dans nombre de secteurs de l'activité humaine, sans oublier les forces de l'ordre appelées à faire respecter les consignes de confinement. Sur le plan global, la pandémie n'épargne aucun continent, aucun pays, aucune collectivité. . . Citons, et cette liste est loin d'être exhaustive, quelques domaines particulièrement impactés : drame social, crise budgétaire, désastre économique, tensions géopolitiques et crises humanitaires accrues.

PAR ROGER VANCAMPENHOUT

Draine social et sociétal : salariés, indépendants, commerçants, professions libérales, entreprises payent un lourd tribut à la crise, notamment dans les secteurs des transports (avec le paradoxe d'une baisse de la pollution), de l'immobilier, des spectacles, de la restauration, du tourisme . Chômage partiel ou total à grande échelle, risques sanitaires accrues pour celles et ceux restés au travail, etc., sans parler de la pénibilité du confinement, notamment de l'enseignement à distance.

Crise budgétaire : explosion des dépenses publiques et, par voie de conséquence, des déficits budgétaires des États : les exemples de déficit du PIB en 2020 se multiplient avec le risque d'un effondrement des économies.

Désastre économique : crise aiguë de l'offre et de la demande ; fermetures massives et faillites d'entreprises ; crise agricole due aux difficultés de recrutement de la main d'œuvre et découlement de la production ; effondrement des marchés boursiers ; risque de récession majeure à l'échelle mondiale.

Tensions géopolitiques : confrontations verbales et guerre psychologique, en particulier

entre la Chine et les États-Unis ; informations biaisées, voire désinformation, sur les causes de la pandémie dans nombre de pays, y compris dans l'Union européenne !

Crises humanitaires accrues : le déferlement du tsunami sanitaire provoquerait un désastre majeur dans les pays les plus pauvres, notamment en Afrique.

Dans ces conditions, que fait, que peut faire et que devrait faire l'UE ?

Quelles sont jusqu'ici les réponses européennes face à la pandémie ? Reprenons la liste ci-dessus et tentons d'y donner, au cas par cas, quelques éléments de réponse.

Draine social et sociétal : le fait que la " protection et l'amélioration de la santé humaine " est un domaine qui relève de la compétence exclusive des États membres n'empêche en rien, ni les efforts coordonnés dans le domaine de la recherche, ni des actions ponctuelles de solidarité, comme l'a montré la région allemande de Baden-Württemberg, qui a accueilli des patients français de la région du Grand Est. Par ailleurs,

sur le plan de l'emploi, les États membres de l'UE mobilisent leurs législations respectives pour aider les salariés et les indépendants touchés par la crise. Quant à l'UE, un nouvel instrument temporaire SURE doté de 100 milliards d'euros sera destiné à soutenir les systèmes nationaux de chômage partiel. Par ailleurs, il conviendra d'être attentif au respect du droit du travail, compte tenu du recours accru au télétravail. Sur le plan sociétal, le confinement est de moins en moins supporté, comme en témoignent la nervosité ambiante et la multiplication des violences conjugales et domestiques. Un danger d'un autre ordre est celui de voir des leaders peu soucieux de l'état de droit renforcer encore leurs pouvoirs sans contrôle parlementaire et sans limitation dans le temps à l'occasion de la pandémie : certaines démocraties illibérales pourraient être pointées du doigt. Et on commence seulement à craindre la surveillance numérique invasive et le traçage des individus, qui violerait le principe du consentement. . .

Crise budgétaire : Au niveau du budget européen à proprement parler, les moyens sont extrêmement limités : il pèse moins de 1% du PIB de l'UE ! Et je ne parlerai pas du cadre financier pluriannuel (CFP-MFF en anglais) 2021-2027, sur lequel les États membres ont tardé à se mettre d'accord ! Rappelons que l'UE n'a pas le droit de s'endetter en émettant des titres sur les marchés financiers. Prise à la gorge, la Commission a mis en place un fonds spécial de 37 milliards et sans doute davantage, mais cela reste une goutte d'eau. En revanche, la Banque centrale européenne (BCE), la Banque européenne d'investissement (BEI), le Mécanisme européen de stabilité (MES) et d'autres fonds ont été et devront encore être mobilisés d'urgence. Le 18 mars dernier, la BCE a enfin décidé d'injecter 750 milliards d'euros et davantage dans l'économie européenne d'ici la fin de l'année. Ne répétons pas les tergiversations qui ont marqué la crise financière de 2008-2009 (et la crise grecque) et son " Trop peu, trop tard " ! En revanche, la crise actuelle offre l'occasion de lever le tabou des " Eurobonds " (rebapti-

sés pour la circonstance " coronabonds "), à savoir l'émission en commun par l'UE ou ses États de titres de dette publique pour financer leurs actions. La mise en place d'un tel instrument de solidarité s'est constamment heurtée à la coalition des " faucons " conduite par les Pays-Bas. Ceux-ci ont toutefois dû " avaler " la neutralisation de la règle du maximum des 3% de déficit public et de l'obligation de réduction de la dette publique, lorsque celle-ci dépasse les 60% du PIB. L'Italie et l'Espagne, pour ne citer que ces deux pays durement touchés par la pandémie, pourront-elles compter sur la solidarité des États membres d'une zone euro, qui reste menacée de " fragmentation " ? Rien n'est moins sûr. . .

Désastre économique : Je ne répéterai pas ce que les lectrices et lecteurs de VOX peuvent lire, à longueur de journées de confinement, dans leurs organes de presse favoris sur le désastre économique que la pandémie aura d'ores et déjà généré et qui s'aggravera encore si elle se prolonge. La relance " post-crise " sera le défi à court, moyen et long terme des institutions de l'UE et de ses États membres qui, par ailleurs, ne pourront faire l'économie de leurs actions pour la protection du climat et de la biodiversité !

Tensions géopolitiques et crises humanitaires accrues : Comme si cela ne suffisait pas, l'Union européenne devra affronter des tensions géopolitiques croissantes et ne pourra abandonner les pays les plus démunis. Par ailleurs, soyons conscients que l'UE ne pourra guère compter sur les puissances mondiales qui n'auront de cesse de vouloir la diviser et l'affaiblir !

En guise de conclusion : Sur l'ensemble des défis que le présent article a tenté de mettre en évidence et au-delà de toutes les considérations sur " le monde d'après ", une chose est sûre : ce monde ne pourra perpétuer les errements du " monde d'avant ". Il ne faut pas s'y méprendre : sans la solidarité entre ses États membres, non seulement pour sortir de la crise actuelle, mais aussi et surtout pour relancer nos économies

PANDEMIE UND DEMOGRAPHIE



VON EGON C. HEINRICH

Ältere Menschen sterben eher am Coronavirus als jüngere. Darauf haben die Virologen, die Epidemiologen und die Gesundheitsfachleute von Beginn der Pandemie an hingewiesen. Die Statistik der Covid-19-Todesfälle hat dies für so gut wie alle betroffenen Länder bestätigt.



Für das Risiko älterer Menschen, sich mit dem Coronavirus anzustecken und daran zu sterben, gibt es nicht nur biologische und medizinische Ursachen. In vielen Fällen war die ungenügende Vorbereitung und das Fehlen von Schutz- und Gegenmaßnahmen der Hauptgrund. Dies gilt vor allem für Altersresidenzen und Pflegeheime. In den meisten Ländern waren die öffentlichen Gesundheitsbehörden, die Krankenhäuser und Altersheime, aber auch die Bevölkerung insgesamt nicht oder unzureichend auf die rasche Verbreitung und Aggressivität des Coronavirus vorbereitet und daher völlig überrascht.

Eine wichtige Rolle für die Verbreitung des Virus spielt auch die Demographie, das heißt die Altersstruktur der Bevölkerung in den einzelnen Ländern. Dazu liegen jetzt erste wissenschaftliche Studien von „Population Europe“ vor. Dies ist ein Netzwerk der führenden europäischen Forschungseinrichtungen für den Bereich der Demographie. Koordiniert wird die Arbeit dieser Zentren vom Max-Planck-Institut für Bevölkerungsforschung in Berlin. Dieses hat erste Studien verschiedener Forscher zur Covid-19-Pandemie ausgewertet und zusammengefasst. Es

geht dabei vor allem um die Frage, inwieweit die Altersstruktur der einzelnen Länder die Mortalität in Europa beeinflusst hat und wie die Pandemie die Bevölkerungsentwicklung künftig betreffen könnte.

Alterspyramide beeinflusst die Sterblichkeitsrate

Die Bevölkerungsforscher illustrieren ihre Thesen vom Einfluss der Altersstruktur auf die Verbreitung des Virus und damit auf die Mortalität am Vergleich mehrerer Länder. So vergleichen sie etwa Italien mit der Republik Südkorea. Italien hat mehr als 60 Millionen Einwohner, Südkorea 51,5 Millionen. Die Italiener sind jedoch im Durchschnitt viel älter als die Südkoreaner. In Italien sind rund 23 % der Menschen älter als 65 Jahre, in Südkorea ist die Alterspyramide viel „jünger“. Die Bevölkerungsforscher gehen von einer Infektionsrate von 10 % für beide Länder aus; sie kommen dann zu der Schlussfolgerung, dass die Altersstruktur wesentlich die Sterblichkeitszahlen bestimmt hat. Tatsächlich sind in Italien seit Anfang Januar bis 23.08.2020 rund 35 000 Menschen und damit 14% der rund 260 000 Infizierten verstorben, in Südkorea waren es nur 309 Todesfälle von 17 665 Infizierten und damit 1,75 %. In Südkorea konnten über 80 % der Infizierten die Kliniken als „geheilt“ verlassen, in Italien waren es 79 %. Zu Südkorea sei noch bemerkt, dass die betroffenen Länder Asiens von Beginn der Pandemie an einen äußerst strengen Lockdown und elektronisches Tracing praktiziert haben; dies wäre in Europa aus Gründen des Datenschutzes so nicht möglich gewesen.

Nun dürften diese Unterschiede bei weitem nicht nur auf die unterschiedliche Demographie der beiden Länder zurückzuführen sein. Dies zeigt sich schon darin, dass Deutschland eine ähnliche demographische Struktur wie Italien hat. In Deutschland (Einwohnerzahl über 83 Millionen) sind aber nur knapp 4 % der rund 235 000 Infizierten verstorben, d.h. etwas mehr als 9000 (Stand 09.07.2020), mehr als 89 % konnten die Kliniken „geheilt“ verlassen.

Mediziner sehen in dem altersbedingt geschwächten Immunsystem älterer Menschen die Hauptursache für das hohe Risiko, an Covid-19 zu sterben; hinzu kommen bei den Senioren oft gravierende Vorerkrankungen.

Forscher vergleichen Brasilien mit Nigeria

Die Bevölkerungsforscher vergleichen dann noch zwei Länder mit ähnlich hoher Einwohnerzahl, aber unterschiedlicher Altersstruktur; es geht um Brasilien mit mehr alten und Nigeria mit mehr jungen Menschen. Seit Veröffentlichung der Studie ist die Pandemie in Brasilien mehr oder weniger außer Kontrolle geraten. Anfang Juli wurden in dem südamerikanischen Land 1,7 Millionen Infizierte und über 68 000 Covid-19-Tote gezählt.

Für Nigeria wurden dagegen nur rund 52 227 Infizierte und 1002 Tote registriert, Auch bei diesem Vergleich lässt sich keine eindeutige Korrelation zwischen dem Alter der Bevölkerung und der Mortalität herstellen, da die negative Entwicklung in Brasilien weitgehend auf das Verhalten der dortigen Zentralregierung bzw. ihres Präsidenten zurückzuführen sein dürfte. In Nigeria dagegen dürfte die Pandemie – ebenso wie in vielen anderen afrikanischen Ländern – noch nicht ihre volle Verbreitung erreicht haben; vielfach ist die Pandemie wegen fehlender Tests auch noch gar nicht entdeckt.

Vierfach erhöhtes Risiko durch hohes Alter

Für Europa kommen die Forscher zu dem Ergebnis, dass die Altersstruktur das Risiko, vom Coronavirus infiziert zu werden und daran zu sterben, um das Vierfache erhöhen könnte. Besonders gefährdet seien dabei ältere Menschen in regionalen Randgebieten mit unzureichendem Gesundheitsschutz. Nicht eindeutig ermitteln lässt sich nach Erkenntnis der Forscher, ob der Gesundheitsschutz älterer Menschen in öffentlichen bzw. privaten Pflegeeinrichtungen oder die Betreuung zu Hause durch Familienangehörige vorzuziehen sei. Die Infektionsgefahr in institutionalisierten Versorgungseinrichtungen sei in jedem Falle relativ hoch.

Permanentes Monitoring System empfohlen

Als Konsequenz aus der Covid-19-Pandemie fordern die die Bevölkerungswissenschaftler ein permanentes Monitoring System für den Bereich des Gesundheitsschutzes und darüber hinaus. Dabei sollten Experten aus den verschiedenen Disziplinen eng zusammenarbeiten. Die Forscher betonen außerdem, dass die Pandemie gezeigt habe, wie wichtig eine effektive Bekämpfung der sozialen und gesundheitlichen Ungleichheiten in Europa sei.



DON DE L'AIACE AU EU STAFF Covid-19 SOLIDARITY RESPONSE FUND

L'AIACE a décidé, indépendamment des contributions que ses membres pourraient faire à titre individuel, de faire un don de 25.000 euros au fonds "EU staff Covid-19 Solidarity Response Fund", géré au sein de la Fondation Roi Baudouin.

PAR DIDIER HESPEL ET MARC OOSTENS



Pourquoi la Fondation Roi Baudouin ?

L'AIACE Int. a son siège à Bruxelles et comprend 15 Sections nationales.

La pandémie cause une profonde crise sanitaire, économique et sociale dans le monde. En plus des énormes efforts des Institutions européennes, le Conseil d'administration de notre association souhaitait soutenir les organisations des pays de l'UE qui développent des initiatives d'intérêt général en réponse à la pandémie de Covid-19

La Fondation Roi Baudouin est la plus grande institution philanthropique belge, pionnière en matière de dons transfrontaliers. Elle a une solide réputation d'intégrité et de neutralité.

Des collaborateurs des institutions européennes (EU Staff 4 Climate) ont lancé une

opération de collecte de fonds auprès de la Fondation afin de venir en aide aux régions d'Europe le plus durement touchées par le coronavirus.

De toute évidence, les objectifs et moyens des deux organisations se rencontrent. Les Anciens de l'Union européenne ont donc décidé d'apporter leur soutien au "EU staff Covid-19 Solidarity Response Fund".

Le comité de gestion du Fonds est présidé par un ancien de la Commission, David O'Sullivan, ancien Secrétaire général de la Commission et ancien ambassadeur aux Etats-Unis.

L'AIACE Int. se félicite de soutenir une initiative qui prouve que la solidarité européenne existe.

Covid-19: ITALIA, 20 FEBBRAIO 2020

L'incubo ha ufficialmente inizio....

PAR GIANFRANCO SOTTOCORNO



antefatto: Il 30 gennaio sono stati confermati i primi due casi a Roma; una coppia di turisti cinesi di 66 e 67 anni originari della provincia di Hubei (Cina) e sbarcati il 22 gennaio all'aeroporto di Milano-Malpensa e che avevano visitato la Capitale su di un autobus turistico, sono risultati positivi per il virus SARS-CoV-2 e sono stati ricoverati in ospedale presso l'Istituto nazionale per le malattie infettive Lazzaro Spallanzani. Il governo italiano ha sospeso tutti i voli da e per la Cina e ha dichiarato lo stato di emergenza. Il primo caso tutto italiano, viene scoperto in Lombardia. Il 17 febbraio 2020 un cremonese di 38 anni che non si era mai recato in Cina, si presenta all'ospedale civico di Codogno dopo sintomi d' influenza, identificata come una leggera polmonite. Ritornato per la seconda volta al pronto soccorso, al peggioramento delle sue condizioni, il 19 febbraio, una dottoressa del reparto di medicina e l'anestesista decidono di eseguire il tampone diagnostico non ancora previsto dai protocolli sanitari. Il paziente, ed in seguito anche la moglie incinta e un amico risulteranno positivi.

il 20 febbraio vengono confermati altri sedici casi (quattordici in Lombardia, due in Veneto).

La Pandemia inizia.

Il seguito lo conosciamo tutti. L'Italia diventa il Paese europeo più colpito con numeri impressionanti per contagi (240.578) e morti (34.767) (dati 30/06 della Protezione Civile), ma fortunatamente anche moltissimi guariti (190.248).

Marzo-Aprile 2020 (Fase1). Sono stati i mesi più duri per tutti, per l'isolamento forzato generale deciso dalle autorità nazionali e regionali che hanno coinvolto l'intero Paese. Sospese le attività commerciali, bar e ristoranti, la didattica in loco (ammessa da remoto) in tutte le sue forme, vietati assembramenti in luoghi pubblici o aperti al pubblico e quindi tutto quanto riguarda lo spettacolo (cinema, teatri, concerti), divieto di spostarsi al di fuori del comune di residenza salvo comprovate esigenze lavorative, assoluta urgenza, salute. Inizia così la saga delle autocertificazioni da presentare ai controlli di polizia (ben 5 versioni in questi due mesi), mentre nel parlare comune entra un termine inglese, "lockdown", che accompagnerà tutte le comunicazioni giornaliere dei media. Sono stati giorni scanditi costantemente da annunci terribili, da cifre che quantificavano



inesorabilmente l'aumento del contagio, ma soprattutto un numero impressionante di vite spezzate. Ogni giorno la commozione, il dolore, le lacrime, sono state una costante nell'udire o leggere i bollettini di "guerra" della Protezione Civile o del Ministero della Salute, nell'udire, vedere, leggere, i servizi speciali dei media, nel vedere l'impegno e il sacrificio di tanti operatori della catena sanitaria in prima linea, dal più umile al più importante, anch'essi falcidiati come se fossero a un fronte di guerra. **Il giorno del ritorno alla normalità, queste persone non dovranno mai essere dimenticate.** Ma se da un lato il dolore e la costernazione l'han fatta da padrone, è stato altresì importante costatare lo slancio con cui innumerevoli artisti (musicisti, poeti, scrittori, attori), ma soprattutto gente comune, hanno inviato via etere videomessaggi di sostegno d'ogni genere che hanno scaldato il cuore e dimostrato il senso di solidarietà di cui siamo capaci in momenti gravi come questo. Due immagini resteranno a memoria di quel triste periodo: gli interminabili convogli giornalieri di camion dell'esercito che dalle città più colpite della Lombardia (Bergamo, Brescia), epicentro del contagio, trasportavano le bare dei deceduti verso altri siti perché i cimiteri erano ormai stracolmi, e un breve video dal titolo "Andrà Tutto Bene" con l'immagine di un'infermiera che tiene tra le braccia l'Italia e con in sottofondo la musica e il canto, trascinate e pieno di speranza, di "nessun dorma" dalla Turandot di Puccini, con il suo fantastico VINCERO' finale.

Maggio-Giugno 2020 (Fase 2). La curva epidemica in discesa permette l'allentamento delle misure di contenimento con aperture via via graduali, seguendo però gli obblighi indicati nei decreti attuativi, in particolare il distanziamento e indossare la mascherina. Gli spostamenti vengono consentiti nell'intero ambito regionale (nuova e ultima versione di autodichiarazione), possono riaprire bar e ristoranti adottando accorgimenti specifici,

può riprendere l'attività di parrucchieri, centri estetici; da metà giugno via libera per stazioni balneari, centri benessere e termali, cinema e teatri con posti pre-assegnati e massima affluenza ben differenziata se all'aperto o al chiuso, centri culturali e sociali. Resta ancora esclusa l'attività didattica che ormai porterà a termine l'anno scolastico con insegnamento a distanza. Si può quindi dire che dal 15/06/2020, il Paese riprende una pseudo-normalità con però l'obbligo di rispettare le misure anti-contagio basilari (distanziamento e mascherine sul viso). Ma è proprio questo "però" che in molti casi viene meno; il portare la mascherina sul viso diventa un optional per troppi giovani, idem per gli assembramenti sempre più numerosi e importanti, senza distanziamento, nei fine settimana sia per gli aspetti notturni (la cosiddetta Movida) che per gli affollamenti delle spiagge nelle sedi balneari. Purtroppo la reclusione prolungata ha fatto scattare una sorta di libertà da ogni vincolo passando dal "tutti a casa" al "tutti fuori" in nome di una socializzazione sempre più spinta, che preoccupa non poco gli esperti timorosi di una possibile ripresa dei contagi, per cui gli appelli ad un maggior senso civico sono sempre più frequenti.

Questo è, per ora, l'inizio della fase 3 (denominata "convivenza con il Covid-19"); nei mesi a venire ne vedremo l'andamento, con la speranza che non ci sia una ripresa dei contagi. Tutto dipenderà dalla disciplina in termini di rispetto delle regole di protezione individuale e del distanziamento evitando gli assembramenti.

La Pandemia e l'impatto socio economico. La tragedia nella tragedia ! Ciò che qui è riportato, non è frutto di analisi da parte di chi scrive non possedendone le conoscenze opportune, ma sono frutto di semplici costatazioni di realtà giornaliera. Durante la fase 1 con il lockdown di esercizi pubblici, fabbriche, imprese, alberghi, bar, ristoranti,



spazi di vendita al dettaglio (esclusi quelli di generi alimentari), negozi di vario genere, e la drastica riduzione del turismo (-60% in media) elemento portante dell'economia italiana, si sono persi centinaia di migliaia di posti di lavoro con le conseguenze che si possono immaginare su altrettante famiglie. Gli aiuti di Stato, quando sono pervenuti, sono giunti in forma ridotta e con notevoli ritardi, malgrado lo sforzo degli istituti finanziari. Ancor oggi, mese di luglio, oltre 500.000 lavoratori o partite IVA hanno ricevuto, se fortunati, solo l'aiuto relativo al mese di marzo. Purtroppo, a differenza di altri Paesi europei, la farraginoso burocrazia di casa nostra rende le cose ancor più difficili con conseguenze catastrofiche. Le saracinesche di moltissimi negozi, sono rimaste drammaticamente abbassate, anche ora in fase 3, e non riapriranno più; i mancati introiti della fase 1 e in parte anche della fase 2, hanno inciso pesantemente sui bilanci. Le difficoltà burocratiche per accedere al credito agevolato, malgrado le assicurazioni annunciate dal governo, hanno dato il colpo di grazia e conseguentemente portato ad un disastro senza precedenti. Le imprese alberghiere che hanno riaperto segnalano tassi di occupazione camere intorno al 10%-20% e molte delle piccole- medie agenzie turistiche o hanno chiuso o faticano enormemente a riprendersi. Da questa breve panoramica è facile dedurre quanto difficile sia ripartire dal punto di vista

economico e il tergiversare in continuazione delle varie forze politiche sui progetti governativi per facilitare la ripresa, procrastinati di giorno in giorno, non fanno che produrre illusioni e poco costrutto decisionale. Questa crisi economica si è soprattutto abbattuta sulla popolazione più povera e più esposta riducendone ulteriormente il tenore di vita, per cui è stato un enorme sollievo vedere nascere e crescere catene di solidarietà in aiuto dei più sfortunati, applicando alla lettera quanto detto dal creatore di una comunità che da sempre opera nel sociale:

“Aiutiamoci tra di noi pur attraverso quel poco che possiamo fare, senza le pastoie di sistemi decisionali lenti e farraginosi”.

Considerazioni Questo scritto non rappresenta altro che una realtà inizialmente vissuta tra dolore, forti emozioni, commozione, grande rispetto e ammirazione per chi ha operato in prima linea, a volte anche senza le opportune protezioni (medici, personale paramedico, pronto intervento, ecc.) pur di salvare vite umane. Poi, la consapevolezza di quanto sia importante la solidarietà in situazioni così catastrofiche che toccano l'intera popolazione di un Paese e, altrettanto importante nello stesso contesto, sentirsi ed essere cittadini responsabili. Infine essere coscienti che quanto abbiamo vissuto ci insegnerà sicuramente, già da oggi, che qualcosa cambierà in noi, nel nostro modo di essere, nel nostro modo di concepire il dovere, nel nostro senso di appartenenza ad una comunità.

Un autore di cui non ricordo il nome ebbe a dire: “C'è un momento nella nostra vita in cui, da un'ora all'altra, da un istante all'altro, succede qualcosa che sconvolge la nostra visione del mondo. In seguito noi diventiamo diversi e non saremo mai più quelli di prima”. Credo proprio che queste parole rispecchino ciò che potrà essere l'uscita dal tunnel del Covid-19.

Finland



Covid-19 has had a severe impact also on the Finnish society, although we may have escaped the worst in comparison with our European neighbors. The Finnish section has not received any corona-related requests for help and has not heard of any cases among our members. In general it can be said that the public health care system has responded well to the needs of corona patients.

BY HEIKKI SALMI, CHAIRMAN

Only a few of our members are in the constant care of others, and most members are fully able to follow the media and information provided by authorities; they are therefore well aware of the national guidelines, which also have been relatively strictly followed by the population. The number of registered Covid-19 cases in Finland is not very high. Now at the end of June some 7200 infected out of 234 000 persons tested have been found, and 327 have been died of Covid-19 so far, in a total population of 5.5 million.

There has been no recommendation to use masks in public places or to stay strictly at home, but a strong recommendation to keep physical distance. People over 70 were directed to observe quarantine-like conditions until 23.6. Schools, restaurants, museums and theatres for instance were closed for several weeks. Shops were kept open, but in spite of that many new customers also learnt to shop online and use home deliveries.

Most of the restrictions have been recently lifted and life is approaching (almost) normal. Many cross-border travel restrictions still remain, but will be revised by the Government as soon as the situation permits.

In the following an every day life experience from a member Jyrki Niemenmaa

I live my pension days in two countries, Finland and Spain, where my last visit was in January-February. When I left Spain there was very little discussion about the Corona virus but when we entered the airplane, one passenger wanted to get out telling the crew that he was too sick to fly. When they let him out of the plane, few passengers put a face mask on, while most other

passengers smiled at their fear. Little did we know and understand of this disease then.

One month later, we did understand better. Most countries in Europe started closing down services and borders. Finland was not as badly hit as Italy and Spain, but it still closed down many services and borders and recommended that people do not travel abroad. The restrictions had a major impact on the town where I live on the border between Finland and Sweden. There is one town on the Finnish side, Tornio, and another on the Swedish side, Haparanda. In practice, the two towns are one entity and people cross the border for work, to meet their relatives and for shopping without noticing the border in normal circumstances. During my lifetime, the border has never been closed. Now Corona closed it down, and only people who worked in the other country (for example doctors and nurses) could pass the border with a relevant certificate from their employer. Most people were very upset, discussions for and against dominated local life, news and naturally social media. If Corona united people in Finland in the common fight against it, in this remote border area, it divided people, families and friends, not only physically but also mentally.

The impact of Corona virus on my life has been rather limited so far, more mental than physical. It has limited my social life in particular; I have not been able to meet my relatives and friends on the Swedish side, nor the family and friends in Spain. I have also limited my contacts to a minimum even in my home town in Finland. I have not been able to meet some old relatives at all. This causes naturally concern, guilt and many types of bad feelings.

La crise du Covid-19 en Espagne Conséquences sociales et économiques

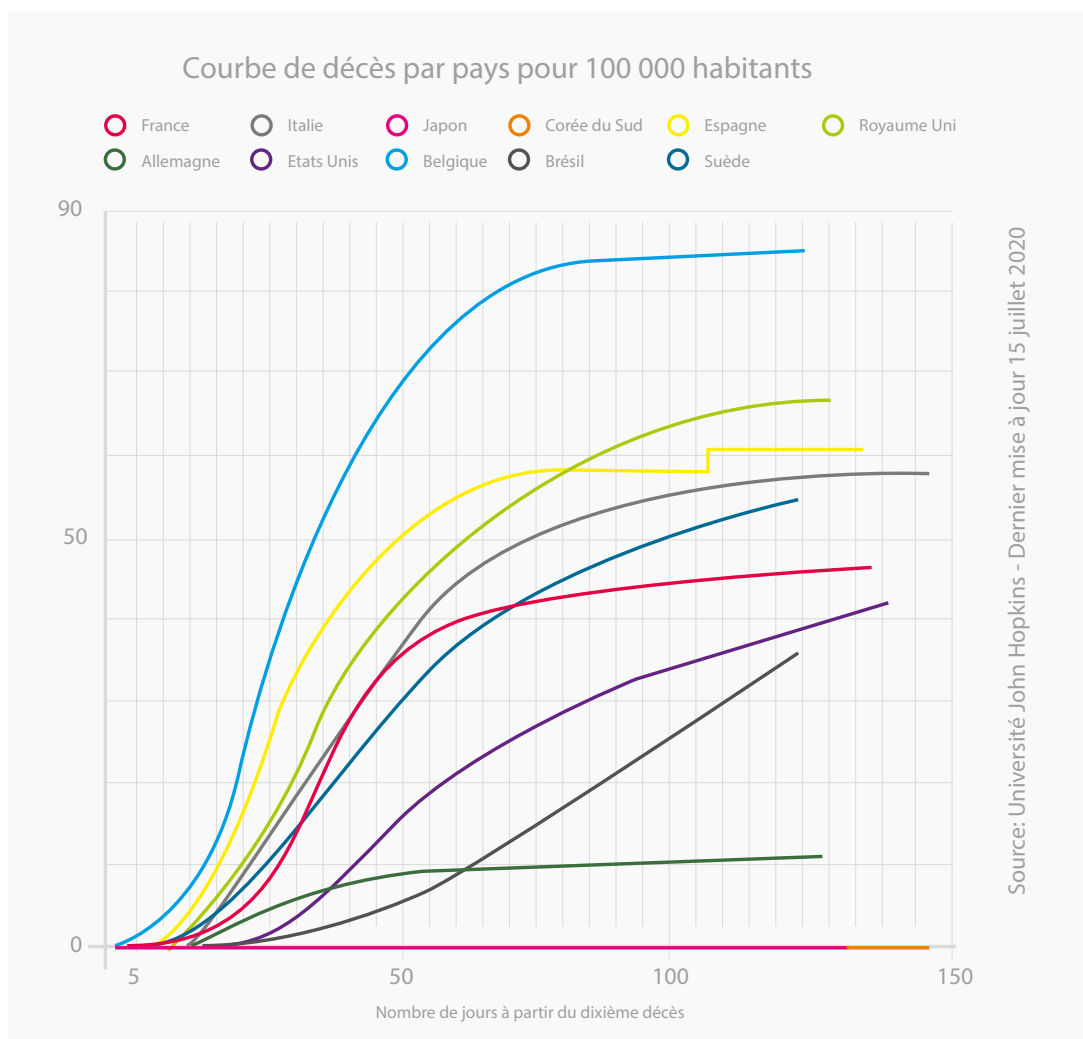


Il y a eu dans le monde autant de pestes que de guerres. Et pourtant pestes et guerres trouvent les gens toujours aussi dépourvus. Albert Camus (La peste).

PAR ANTONIO ESPINO

Depuis la pandémie ayant eu lieu en 1918, aucune autre aussi grave que celle de la Covid-19 ne s'était produite depuis un siècle. Alors que celle-ci a provoqué moins de morts, les effets économiques ont été dévastateurs dans un monde plus globalisé que jamais où presque aucun pays n'a été épargné.

Après avoir impacté l'Italie, le virus se propagea rapidement en Espagne à partir du mois de mars. La position géographique (destination de voyages en hiver) et une forte concentration de la population dans les zones urbaines semblent avoir contribué à son expansion, sans compter l'élévée proportion de personnes âgées, une tranche d'âge très vulnérable.





L'Espagne se classe, après la Belgique et le Royaume Uni, parmi les pays avec la plus forte incidence du Covid-19 en termes de personnes décédés, par rapport au numéro d'habitants.

Peu après que l'Organisation mondiale de la santé ait déclaré cette maladie comme une pandémie, le gouvernement espagnol adopta le 14 mars des mesures très restrictives sur l'ensemble du territoire afin d'affronter la situation d'urgence sanitaire et d'éviter la propagation rapide de la pandémie. Le gouvernement décréta le confinement et décida de restreindre la liberté de mouvements. Il adopta aussi des mesures spécifiques pour le secteur de l'hôtellerie ainsi que promouvant le télétravail au sein des entreprises et fermant les écoles. Ces mesures furent suivies par la population de manière exemplaire.

Après trois mois de confinement et en raison de l'amélioration de la situation sanitaire le gouvernement annonça la levée de l'état d'alerte le 21 juin et décida de transférer aux régions la responsabilité dans la gestion de l'épidémie. Une nouvelle normalité pris le pas avec un virus ayant modifié bon nombre d'habitudes des citoyens et qui oblige au respect de nouvelles normes dans un pays avec un fort attachement à la vie sociale où les liens familiaux demeurent importants.

Malgré les mesures adoptées, le coût en vies humaines est très lourd. Le chiffre officiel de morts, à la date du 15 juillet, atteint 28 409 personnes, la plupart d'entre elles faisant partie de la tranche des plus de 65 ans. Le personnel soignant a enregistré 76 morts et un nombre considérable de personnes infectées.

Le pic des décès s'étant produit le 31 mars.

Comme dans d'autres pays et l'Espagne n'est pas une exception, la gestion du gouvernement central dans la crise a été sujet du débat au Parlement. A ce débat s'ajoute le rôle joué par les régions dans un pays où la gestion des compétences en matière de santé est décentralisé.

Impact en matière économique

Les mesures de restrictions, adoptées afin de réduire le risque de contagion du virus et leur durée, ont eu de graves conséquences économiques dont l'impact est encore difficile à évaluer, mais dont la portée est sans précédent.

Alors que le pays commençait à laisser derrière lui les dommages causés par la crise financière de 2008, cette pandémie a engendré un tsunami de conséquences sévères. L'activité industrielle, la construction, le secteur services et l'investissement ont enregistré de forts ralentissements. D'après des estimations de la Banque d'Espagne, le PIB enregistrera une chute de 9,2% en 2020. D'autres secteurs, tel le tourisme (qui représente 14 % du PIB du pays), s'est vu fortement impacté par les restrictions des déplacements et par la fermeture des frontières ce qui a eu des graves conséquences sur l'emploi. Le chiffre de 83 millions de touristes atteint en 2019, connaîtra sans doute un recul important pendant l'année en cours.

Le taux de chômage estimé augmentera à 19% à la fin de cette année (22% en 2021 selon l'OCDE) et la dette publique sera du 122.4% du

PIB, un niveau jamais atteint par le passé. Les prévisions d'autres centres d'analyse économique sont encore plus négatives que celles de la Banque d'Espagne cités. Il n'est pas prévu que l'économie puisse récupérer jusqu'en 2022 le niveau de 2019. Tout cela dans l'hypothèse où il n'y ait pas de rebonds des contagions et qu'un vaccin efficace soit mis sur le marché.

Le gouvernement a adopté de nombreuses mesures afin de réduire l'impact économique du Covid-19. Entre celles-ci figure la mise à disposition aux entreprises des garanties et lignes de crédit par le biais du système bancaire. Le gouvernement a également adopté des mesures afin de soutenir certaines couches de la population en adoptant le 10 juin dernier, un revenu minimum pour les personnes les plus démunies. Il a également fait adopter la suspension de tout licenciement jusqu'au 30 septembre. Le nouvel instrument proposé par la Commission (SURE) complétera ces plans de soutien à l'emploi.

Afin d'atténuer l'impact de ces mesures sur les déficits publics des années à venir, le gouvernement a déjà annoncé une augmentation des impôts.

Tirer les leçons. Rechercher une fenêtre d'opportunité

La crise a permis de constater les carences pour agir face à ce type de menaces et à se coordonner du point de vue sanitaire tout en mettant en lumière la dépendance excessive des fournisseurs étrangers, en particuliers de ceux en provenance de la Chine.

Elle a également servi à souligner les valeurs citoyennes, par exemple, le dévouement et le professionnalisme du personnel de santé et la solidarité de la société civile (ONG, citoyens) envers les moins privilégiés, ainsi que du monde des affaires, en apportant des solutions d'urgence (respirateurs, masques). Le comportement de l'armée et des forces de

l'ordre doit également être souligné, car elles ont gagné, une fois de plus, l'appréciation et le respect de la société.

| Variables macroéconomiques | 31/12/2019 | 31/12/2020 (estimation) |
|---|------------|-------------------------|
| PIB (Variation sur l'année précédente) | 2,2 | -9,2 |
| Déficit public par rapport au PIB (%) | 2,82 | 10,3 |
| Chômage (en % sur la population active) | 13,7 | 19 |
| Dette (en % par rapport au PIB) | 95,5 | 122,4 |

Source: Ministerio de Economía

Il faut assumer que l'être humain demeure vulnérable et que la bataille est loin d'être gagnée. La société espagnole en est consciente. Nous devons par conséquent modifier nos habitudes et modes de vie. Le télétravail fait figure d'exemple, car il permet réduire les infections entre personnes tout en ayant un impact positif sur l'environnement (en réduisant les déplacements et donc en contribuant à la réduction d'émissions de CO2).

Enfin, c'est la science qui doit imprégner les décisions publiques et du monde des affaires, ce qui veut dire que les investissements en recherche et développement doivent être privilégiés. Dans ce sens, le gouvernement prévoit réaliser des investissements importants, non seulement dans le secteur de la santé mais aussi dans des secteurs stratégiques tels que le digital et l'éducation. Le plan annoncé par la Commission européenne sous le nom de Recovery Plan signifiera un soutien financier inestimable.

Pour finir, espérons que de l'impact énorme de cette crise sanitaire nous soyons capables de tirer la leçon, car du contraire, comme disait Camus, la prochaine pandémie nous prendra à nouveau au dépourvu.

Covid-19. Donation of AIACE-SPAIN to San Carlos S. Research Institute

PAR ANTONIO ESPINO, MEMBER OF THE EXECUTIVE COMMITTEE, AIACE-SPAIN



To support the search for a Covid-19 treatment, AIACE-SPAIN organized a fundraiser, on a voluntary basis, among its associates. The institution chosen was the San Carlos Sanitary Research Institute (IdISSC), which is a Spanish center of recognized prestige.

As a result of the generosity of the associates, the funds collected amounted to just over € 30,000. To carry out the delivery of the fundraiser, a telematic conference with the Institute was held on July 7th. On behalf of the Institute participated Mr. Portolés along with the scientific director and other researchers. AIACE-SPAIN was represented by its president Mr. Diaz Pardo and others members of the Board of Directors.

After thanking the donation Mr. Portolés and his team explained the nature of the Institute. IdISSC is a biomedical research center, multidisciplinary and transnational, oriented to clinical and epidemiological research. It develops research and training programs for researchers, transferring the results to society, the health system and the scientific community.

The Institute joined the Solidarity Program promoted by the World Health Organization with thousands of patients who have tested positive for coronavirus, to evaluate the effectiveness of treatments. Dr. Portolés also explained that a program will be set up to test future vaccines, in which France and Germany will participate, along with Spain. These are some examples of programs in which the Institute works in network with other centers. The Institute regularly participates in the Science Week promoted by the European Commission.

The Institute has 260 researchers and a budget of around € 10 million. Its resources come from services to companies, public subsidies and donations. After these explanations by the Institute's director and members of his team, a question time was opened.

The event was closed by the president of AIACE-SPAIN, Mr. Diaz Pardo, who expressed his satisfaction at having chosen IdISSC as the donation recipient.



LUXEMBURG ODER KARLSRUHE: DER STREIT UM DAS LETZTE WORT

Das jüngste Urteil des deutschen Bundesverfassungsgerichts (BVerG) hat es in sich. Zwar nicht im Urteilspruch: die deutsche Bundesregierung und der deutsche Bundestag müssen von der EZB eine Prüfung der Verhältnismäßigkeit ihres Anleihenankaufprogramms (PSPP) einfordern. Falls diese negativ ausfällt, dürfen deutsche Einrichtungen, auch die Bundesbank, nicht mehr an der Umsetzung des Programms in Deutschland mitwirken. Aber in der Urteilsbegründung: da eine solche Verhältnismäßigkeitsprüfung nicht stattgefunden habe, habe die EZB ihre Kompetenzen überschritten und dadurch, dass der EuGH keine ausreichende Prüfung vorgenommen habe, habe er objektiv willkürlich gehandelt. In diesem Fall sei das BVerG nicht mehr an das Urteil des EuGH gebunden. Seit diesem Urteil überschlagen sich die Kommentare: von einem Zerfall der Eurozone ist ebenso die Rede wie von einem Zerfall der EU-Rechtsordnung. Grund genug, sich genauer anzuschauen, worum es tatsächlich geht und was tatsächlich auf dem Spiel steht.

VON MARIA BERGER UND HEINZ ZOUREK

Das Mandat der EZB

Die EU-Verträge sehen vor, dass die Währungspolitik für die Mitgliedsstaaten, deren Währung der Euro ist, eine ausschließliche Kompetenz der Union darstellt. Die Ausübung dieser Kompetenz ist dem System der Europäischen Zentralbanken übertragen. In diesem System kooperieren die unabhängige EZB und die Nationalbanken der Mitgliedsstaaten. Von den Verträgen sind diese auf das vorrangige Ziel der Preisstabilität verpflichtet und sollen, soweit dies ohne Beeinträchtigung der Preisstabilität möglich ist, auch die allgemeine Wirtschaftspolitik in der Union zu unterstützen. Die Verträge sehen weiters vor, dass auch die ausschließlich der Union zustehenden Kompetenzen dem Grundsatz der begrenzten Einzelermächtigung unterliegen und bei der Ausübung dieser Kompetenzen die Union und ihre Organe inhaltlich wie formal nicht über das für die Erreichung der Ziele der Verträge erforderliche Ausmaß hinausgehen dürfen.

Das Mandat des Europäischen Gerichtshofs

Dem EuGH übertragen die EU-Verträge die Wahrung des Rechts bei der Auslegung und Anwendung der Verträge. Nationale Gerichte können im Wege des Vorabentscheidungs-

verfahrens dem EuGH Fragen zur Gültigkeit und Auslegung von EU-Rechtsakten vorlegen und sind dann verpflichtet, die in Form eines Urteils ergangenen Antworten des EuGH in den bei ihnen anhängigen Fällen umzusetzen. Nur so kann die einheitliche Anwendung des Unionsrechts sichergestellt werden. Dieses Verfahren funktioniert sehr gut, die nationalen Gerichte legen dem EuGH viele Fragen vor und halten sich in nahezu allen Fällen an die Antwort des EuGH und den Vorrang des Unionsrechts. Zwischen den Gerichten aller Mitgliedsstaaten und aller Instanzen und dem EuGH besteht ein sehr kooperatives Verhältnis. Es war eigentlich immer nur das BVerG, das systematisch und kontinuierlich gewisse Reserven zum Ausdruck gebracht hat, teilweise auch zum Guten für die europäische Rechtsentwicklung. So hat der Anspruch des BVerG, selbst Unionsrechtsakte an den Grundrechtsmaßstäben des Grundgesetzes zu prüfen, solange es auf der Ebene des Gemeinschaftsrechts keine Grundrechte gibt, dazu geführt, dass der EuGH Grundrechte anerkannt und auf Gemeinschaftsrechtsakte angewendet hat. Das BVerG hat auch nicht generell den Vorrang des Unionsrechts abgelehnt, sondern sich nur vorbehalten, den Vorrang von EU-Rechtsakten, die seiner Ansicht nach in Überschreitung von EU-Kompetenzen ergangen sind (sog. ausbrechende

Rechtsakte, ultra vires -Rechtsakte) oder die gegen die deutsche Verfassungsidentität verstoßen, nicht anzuerkennen. Es hat bisher diesen Vorbehalt aber nie in einem konkreten Fall zur Anwendung gebracht und auch betont, dass allfällige Auffassungsunterschiede mit dem EuGH in kooperativer Weise lösen zu wollen. Das BVerG hat auch in seiner Rechtsprechung die anderen deutschen Gerichte immer wieder angehalten, den Weg zum EuGH zu gehen. Selbst hat es dies aber zum ersten Mal erst 2014 in der Rechtsache Gauweiler getan, bei der es ebenfalls um die Zulässigkeit eines beabsichtigten Anleihenankaufprogramms (OMT) der EZB ging. Auch in diesem Fall ging es um die Abgrenzung zwischen Währungs- und Wirtschaftspolitik, die Verhältnismäßigkeit und das Verbot der Finanzierung nationaler Haushalte. Die damals gegebenen Antworten des EuGH wurden vom BVerG umgesetzt, wenn auch mit spürbaren Reserven. Warum es dieses Mal anders reagiert hat, ist schwer nachzuvollziehen, jedenfalls nicht aus der Begründung des Urteils. Alle, die jetzt versucht sein könnten, der Spur des BVerG zu folgen, sollten sich diese Begründung näher ansehen.

Gerichte als wirtschaftspolitische Akteure

Der zentrale Vorwurf des BVerG an den EuGH besteht darin, dass er bei der Frage ob das PSPP noch zulässige Währungspolitik oder schon unzulässige Wirtschaftspolitik sei, keine strengere Verhältnismäßigkeitsprüfung durchgeführt habe. Der EuGH hatte, so wie in den EU-Verträgen vorgesehen, geprüft, ob die Maßnahme zur Erreichung des Ziels der Preisstabilität geeignet und erforderlich ist. Er hat aber auch, so wie immer bei komplexen wirtschaftlich-technischen Materien, den handelnden Akteuren einen eigenen Beurteilungsspielraum zugebilligt. Das BVerG fordert, dass viel dichter geprüft werden müsste und in einer Gesamtschau alle wirtschaftspolitischen Auswirkungen gegeneinander abgewogen werden müssten. Damit verlangt es de facto, dass sich Gerichte als oberste währungs- und wirtschaftspolitische Instanz positionieren. Auch die in der Urteilsbegründung genannten Interessen, die in einer Gesamtschau stärker ins Gewicht fallen sollen, scheinen doch

etwas einseitig. Die Stabilisierung des Euro-raums und die Vermeidung einer Deflation treten in den Hintergrund, die Interessen der Finanzwirtschaft und die der Sparer scheinen dem BVerG wichtiger zu sein als die Interessen der Realwirtschaft. Selbst dann, wenn man geneigt sein könnte, den oberlehrerhaften Stil des Urteils als typisch „deutsch“ zu charakterisieren, dann stimmt das insofern nicht zur Gänze, als ja Deutschland von der Stabilisierung der Eurozone und der Vermeidung von Staatsbankrotten einiger Mitgliedstaaten besonders profitiert hat und seinen so hoch verehrten permanenten Leistungsbilanzüberschuss erhalten konnte. Die Preisstabilität auch in Deutschland ist seit der Schaffung der Eurozone wesentlich größer als in den 20 Jahren davor und befindet sich noch immer unter dem von der EZB angestrebten 2% Inflationsziel.

Die Union ist undemokratisch, weil zu wenig deutsch

Das aktuelle Urteil nimmt auch eine vom BVerG schon länger verwendete Begründungsschleife wieder auf. Eine allfällige Überschreitung der Kompetenzen der EU ist automatisch auch immer eine Verletzung des demokratischen Prinzips. Dies geht auf eine Ansicht des BVerG zurück, welche die europäische Gesetzgebung als nicht ausreichend demokratisch legitimiert sieht, weil im Europäischen Parlament die Anzahl der deutschen Abgeordneten nicht der Bevölkerungsgröße Deutschlands entspricht und diese zugunsten der kleineren und mittleren Staaten unterrepräsentiert seien. Diese Ansicht übersieht, dass europäische Gesetzgebung von Parlament und Rat gemeinsam vorgenommen wird und die Größe der deutschen Bevölkerung im Rat sich durchaus gewichtig niederschlägt und dass ein Zusammenschluss wie die EU das Prinzip der Gleichheit der Mitgliedstaaten mit dem Prinzip des gleichen Gewichts aller Wählerstimmen kombinieren muss.

Auswirkungen

Die längerfristigen Auswirkungen des Urteils sind schwer vorherzusehen. Da das Urteil sehr

„deutsch“ und dennoch nicht überzeugend ist, ist eher nicht zu fürchten, dass die Höchstgerichte der anderen Mitgliedsstaaten diesem Weg in nennenswerter Anzahl folgen werden und deshalb die Einheit der Rechtsordnung der Union in ernster Gefahr ist. Polen und Ungarn haben zwar jetzt ein zusätzliches Argument, um sich gegen das Einhalten von EU-Recht zu wehren, das macht ihre Sache aber nicht stichhaltiger. In Verlegenheit gebracht hat das BVerG in erster Linie die deutsche Bundesregierung, die nun unter Missachtung der eigenen währungs- und wirtschaftspolitischen Ausrichtung und der Unabhängigkeit der EZB dieser eine nachträgliche, zusätzliche Begründung abringen muss. Die EZB wird dem—so gut es ihre Unabhängigkeit erlaubt—nachkommen. Es wird für die deutsche Bundesregierung auch sehr viel schwieriger werden mit ihren EU-Partnern für die jetzige Wirtschaftskrise eine Lösung zu finden. Die deutsche Bundesregierung kommt durch dieses Urteil aber auch insofern in Verlegenheit, als sie mit einem Vertragsverletzungsverfahren durch die Kommission rechnen muss. Sollte dieses Verfahren beim EuGH landen, kann sich dieser noch einmal in der Sache äußern und hätte, wenn schon nicht das letzte Wort,

zumindest das nächste Wort. Noch besser wäre es, könnten sich die Mitgliedsstaaten zu einer Reform der Verträge durchringen, bei der die Lehren aus der vergangenen Finanzkrise und der gegenwärtigen Wirtschaftskrise gezogen werden und insbesondere auch eine gemeinsame Wirtschaftspolitik zumindest für die Eurozone ermöglicht wird.

Die Autoren:

Maria Berger, Juristin. Sie war von 1996 bis 2009 Abgeordnete zum Europäischen Parlament, unterbrochen von 2007 bis 2008 durch ihre Tätigkeit als Justizministerin in Österreich. Von Oktober 2009 bis März 2019 war sie Richterin am Europäischen Gerichtshof.

Heinz Zourek, Ökonom. Seit 1995 Beamter der EU-Kommission, zunächst als stellvertretender Generaldirektor der Generaldirektion Binnenmarkt bis 2001. Anschließend leitete er von 2005 bis 2012 die Generaldirektion Unternehmen und Industrie und von Februar 2012 bis Ende 2015 die Generaldirektion Steuern und Zollunion. Seit Juli 2016 ist er in der Ethikkommission der Europäischen Kommission tätig.

Complément d'information

Le 5 mai, la Cour suprême allemande avait demandé à ce que soient justifiés les rachats de dette promus par la BCE pour soutenir l'économie. Les explications viennent d'être données. Tant par la BCE, qui a démontré que sans ses interventions, l'issue de la crise 2008 aurait été plus grave pour l'économie, que par le parlement allemand, qui a voté pour la poursuite des rachats, ou le ministre des Finances, qui a jugé les interventions "proportionnées". L'affaire est désormais classée et la Bundesbank peut continuer à participer aux actions de la BCE. Pour celle-ci, l'heure est au soulagement. Non seulement ses choix

sont soutenus par Berlin, mais les derniers indicateurs de la zone euro vont aussi dans la bonne direction. C'est le cas de l'inflation. Au bord de la déflation en mai (0,1% sur un an), le chiffre est remonté à 0,3% en juin. La BCE devra rester attentive, mais grâce au soutien des autorités allemandes, elle pourra intervenir comme bon lui semble. Ses taux directeurs ne devraient pas changer de sitôt et sa politique monétaire devrait rester très expansionniste. Il est donc illusoire de s'attendre à une remontée des taux avant longtemps.

(source : Test-Invest, publication de Test-Achats, Belgique)

LE NÉCESSAIRE RENFORCEMENT DU MANDAT DE LA BCE



Le 6 Mai 2020, la Cour constitutionnelle allemande (BundesGerichtsHoff: BGH) a adopté une décision relative à certaines mesures prises par la BCE dans le contexte de la lutte contre la crise financière de 2008/2010⁽¹⁾.

PAR JEAN-GUY GIRAUD



Une décision regrettable et préoccupante ...

Cette décision et les faits de l'affaire—sur lesquels nous ne reviendrons pas ici—ont été abondamment commentés par la presse qui a surtout mis en exergue la vigueur inusitée des termes utilisés à l'encontre de la BCE mais aussi de la jurisprudence de la Cour.

Regrettables sur la forme, ces “obiter dictum” de la BGH sont surtout préoccupants quant au fond dans la mesure où ils sont susceptibles de porter atteinte à deux principes fondamentaux du système européen : celui de l'indépendance de la BCE et celui de l'autorité suprême de la CJE dans l'interprétation du droit de l'UE. Cependant—du moins pour l'instant—ils sont sans effet direct sur les prérogatives de ces deux Institutions.

... mais qui soulève un problème réel ...

Ceci dit, il faut reconnaître que la BGH met une fois de plus l'accent sur un problème réel : celui du décalage croissant entre certaines mesures prises par la BCE et les limites de son mandat tel que fixé par le Traité.

Ce mandat, on le sait, est “de maintenir la stabilité des prix” et, par conséquence, de mener une politique de nature principalement monétaire. Toutefois, le Traité ajoute que, “sans préjudice” de cette mission, la BCE “apporte son soutien aux politiques économiques générales de l'Union” dont les principes directeurs sont “des prix stables, des finances publiques et des conditions monétaires saines et une balance des paiements stable” (art. 127§1 et 119§3 du TFUE).

Si cette compétence (accessoire) de “soutien” à la politique économique (cad à la politique dite conjoncturelle) donne à la BCE une certaine liberté de manoeuvre dans sa politique monétaire, celle-ci est cependant bordée par une limite précise : en effet le Traité “interdit” formellement à la BCE “d'accorder des découverts (...) aux administrations centrales” et, plus précisément encore, “d'acquérir directement des instruments de la dette des banques centrales nationales” (art; 123 TFUE).

Or, l'on sait aussi que c'est principalement par cette voie que la BCE a—même si indirectement—lutté contre les effets financiers et monétaires de la crise de 2008/2010. Et, surtout, que c'est par ce moyen qu'elle s'efforce actuellement d'atténuer les effets de la crise économique provoquée par la pandémie du CV19.

... qu'il serait possible de régler ...

On voit donc clairement les dangers qu'une interprétation stricte du mandat de la BCE ferait demain peser sur la préservation et la

reprise de l'activité économique (et notamment sur la situation de l'emploi) en Europe.

Il est certes possible—en 2020 plus encore qu'en 2010—de faire appel à la notion de "circonstances exceptionnelles" pouvant motiver—à titre provisoire—une interprétation large des règles constitutionnelles (et réglementaires) en vigueur—sous le double contrôle démocratique et juridictionnel.

Mais, comme le montre la décision de la BGH, cette notion a elle-même des limites—plus encore dans l'application d'un Traité entre nations souveraines que dans une constitution nationale.

... par une révision limitée du Traité

Il serait donc préférable que ce soit le Traité lui-même qui légitime l'utilisation de mesures non conventionnelles dans certaines situations de crise. Il pourrait par exemple s'agir d'un "assouplissement" de l'interdiction faite par l'article 123 TFUE citée ci-dessus.

Ou, de préférence, l'ajout d'un nouvel article de caractère plus général donnant formellement à l'UE—et notamment à la BCE—les moyens de faire face à une grave crise financière et/ou économique.

À cet égard, le précédent de la révision de l'article 136 TFUE effectuée en 2011 pour la création du "Mécanisme Européen de Stabilité" pourrait être invoqué⁽²⁾. Rendue nécessaire pour préserver l'union monétaire face à la crise financière mondiale, cette révision a pu être menée à bien rapidement et efficacement par la procédure dite "simplifiée" (art. 48§6 TUE). S'il s'agissait en l'occurrence de légitimer un accord de nature intergouvernementale, celui-ci n'avait pas moins pour objectif de produire des effets directs sur la politique monétaire et financière de l'UE—ce qui fut effectivement le cas.

Une telle initiative serait susceptible, non

seulement de parer à des objections politico-juridiques (soutenues éventuellement par certaines juridictions)—mais aussi de rassurer les marchés et opérateurs économiques sur la capacité d'action et de réaction de l'UE (via la BCE).

Dans les circonstances actuelles, il ne semble pas totalement irréaliste d'envisager un consensus possible des Institutions et des États membres sur ce point. Consensus qui pourrait par ailleurs s'étendre à d'autres réformes tout aussi nécessaires, trop longtemps reportées et dont la liste a maintes fois été dressée⁽³⁾.

(1) voir le résumé de l'affaire par la BGH : <https://www.bundesverfassungsgericht.de/SharedDocs/Pressemitteilungen/EN/2020/bvg20-032.html>

(2) "Au lendemain de la crise bancaire de 2008, la procédure simplifiée a été utilisée pour permettre la création du mécanisme européen de stabilité par le biais d'un accord intergouvernemental conclu entre les pays de la zone euro. La décision du Conseil européen du 25 mars 2011 ajoute un troisième paragraphe à l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) qui s'établit comme suit "les États membres dont la monnaie est l'euro peuvent instituer un mécanisme de stabilité..." mais "...l'octroi, au titre du mécanisme, de toute assistance financière nécessaire, sera subordonné à une stricte conditionnalité." "<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=LEGISSUM%3Aai0013>

(3) voir tout récemment l'excellente déclaration du Groupe Spinelli du Parlement européen à l'occasion du 70^{ème} anniversaire de la déclaration Schuman : <https://mailchi.mp/federalists/pr-10-proposals-coronavirus-2613272?e=03139dba10>

Notes archivées dans <https://www.lesamisdutraitedelisonne.com>

The Triple World Crisis that Europe cannot Afford to Waste

BY CORRADO PIRZIO-BIROLI¹



The world faces a Triple Crisis: the most immediate one is a conjunctural socio-economic crisis, which was accelerated and deepened by a temporary lock down of most activities (and may not be over yet); the most longstanding one is the climate crisis; but there is a third one which has so far been outside the range of political radars: the “Globotics Upheaval”, that is, history’s “third great economic transformation” which is being brought about by the technological transformation of globalization, robotics and Artificial Intelligence (A.I.). This third transformation tends to abet economic depression and mass unemployment, and to further impair Europe’s Sozialmarktwirtschaft; it risks also to hurt the middle class, and worsen income inequalities.

New forms of globalization and robotics, driven by disruptive digital technology, are affecting our socio-economic and political system. Artificial intelligence, ‘white-collar robots’, machine translation and machine learning (thinking computers), as well as telecom breakthroughs are feeding a tele-mass-migration of remote replacements of current service employees, risk undermining our workplace protections, benefits and wages.



Our citizens must be warned that it might take three to five years to recover from the economic crisis that follows the Covid pandemic, and that longer structural crises need to be tackled as well. They call for an enormous injection of liquidity – which the independent ECB will contribute to with additional €750bn plus €600bn public bond purchases—and for enormous investments and increased solidarity. Failure to tackle the Triple Crisis would eventually undermine democracy and cause sovereignty loss.

The MFF

Like the Delors Commission, which with Helmut Kohl’s and Mitterand’s backing, helped revitalize European momentum after years of euro-sclerosis, the Ursula von der Leyen Commission, backed by Macron and Merkel, has come forward with an inspired, forward-looking and well-balanced Multi-Financial-Framework (MFF) proposal for 2021-2027. It amounts to 1.85tn, of which a €1.1tn basic budget and a top-up of €750bn (40% of the total) for a post-Covid “Next Generation EU” recovery plan in 2021-2024. Two thirds in the top-up is in the form of grants. The recovery support reinforces existing budgetary headings; its focus is on the crisis-most-affected areas and on the green and digital transition; most of it (€560bn) goes to a Recovery and Resilience Facility under the Cohesion chapter and is destined to the hardest hit areas; the remainder would be for recovery investment, the EU solvency instrument, and a transition fund in agriculture.

¹ A dutch-trained italian economist, who formerly was Commission President Thorn’s budget and eco-fin advisor, the last EU Ambassador to Austria and lastly Chief of Commissioner Franz Fischler’s staff.



The new proposal is purposeful, proportionate and perfectly suited to tackle the first of the triple crisis with regard to the post-Corona virus challenge. It shows unprecedented solidarity for the weaker and most indebted economies as compared to those with deeper pockets and larger capacities for fiscal stimulus and market borrowing. While it does not call for new policies, it proposes to optimize budgetary and fiscal policies with a better sharing of gains and pains.

The big novelties of the MFF proposal are: a push towards publicly financed new and common priorities (Green New Deal, digital and health) as against a hotchpotch of national actions, devising a budget capable of addressing crisis situations focusing more on urgent needs than on conditionality, and containing a number of financial innovations: support of an EU-wide recovery plan, raising of funds (€750bn) from the financial markets, two thirds of which to be used for grants to the most affected entities, with reimbursement via EU's own budgetary resources between 2028 and 2058 (deficit financing) and with the EU budget carrying the liability for any loan defaults.

In order to increase the EU's borrowing capacity with Triple-A rating to finance the recovery with a prudential margin, the Commission proposed an increase in the own-resource ceiling from 1.24-2.00% of GNI. For the first time, the EU budget would include a macro-economic stabilization function, albeit a cautious one, bankroll some deficit financing and provide loan guarantees. It would guarantee €250bn recovery loans to the member states as well as €30bn loans for EIB solvency investments in company equities (with greater risks). Moreover, after many failed attempts, the Commission proposed again to return to an EU budget mainly based on own resources as stipulated in the Lisbon Treaty. The Commission has also invoked art. 311 of the Treaty which states "The Union shall provide itself with the means necessary to obtain its objectives and carry through its policies". If member states continue to fret about budgets and overlook financial prerequisites for common actions, their common challenges cannot be met.

The Commission has proposed, not for the first time, to raise tax resources to replace or minimize national contributions with new fiscal revenues such as taxation of plastics,

CO2 emissions, financial transactions, the digital/tech majors (the FAANGS) and business tax harmonization. Relying more and more on national contributions was actually in stark contradiction with treaty objectives and led member states into mistaking policy measures in the common interest with national budget payments to the EU budget. Focus on net contributions has little to do with the net benefits from EU membership. EU solidarity cannot primarily count on revenues with direct impact on national budget costs.

Apart from the gravity of the socio-economic situation, several factors favoured the Commission's bold proposal:

- The failure of previous austerity policies, which led the IMF and the OECD to advocate more spending to overcome this unprecedented crisis.
- A growing understanding that neither constant budget deficits, nor legally stipulated balanced budgets (like in Germany) are the right way to manage an economy. Instead, surpluses are called for when the economy grows and deficits when it slumps, so that all countries cooperate in limiting their current account imbalances. This Keynesian prescription had been mostly forgotten by both southern and northern EU members.
- The decision of the Karlsruhe Court questioning the ECB's right to engage in its first public-loan purchase programme, which contradicted the ECB's independence and contested the legality of such programme despite the assent of the ECJ (an elegant solution is in progress).
- The regained awareness (from the time of reunification) that economic policy cannot rely on monetary policy alone. The latter can only give time fiscal policy to play its part, not replace it

ECB new President Lagarde's stance (supported by both the IMF and the OECD) that spending, not austerity, was the way out of the looming crisis convinced Germany that further burdening the ECB with quantitative easing for want of fiscal measures was no strategy.

Without soft money, the most affected and indebted member states would face socio-economic collapse and be more reluctant to resubmit their national budgets to EU scrutiny; their debts would soar and become less likely to be repaid.

Hopefully, despite ideological differences between the four "frugal" countries and all other EU members, the Commission package will prove difficult to unwrap. While approval of several financial innovations in MFF may be granted only as temporary exceptions, their significance is pivotal for the options they open for common economic stabilization, EU-budget-based Eurobonds, banking union and a common fiscal policy

As to the mounting service crisis, it remains to be assessed and addressed. These matters will require further comment and thought.



Kindheitserinnerungen, 3. Teil

VON BARBARA HÖHFELD



Wie in den zwei vorangehenden VOX-Heften berichtet, führten der Krieg und die „Kinderlandverschickung“ zwei meiner Brüder und mich im Jahre 1943 in das böhmische Städtchen Lobositz an der Elbe, adrett und vom Krieg unberührt. Fast unberührt. Beim letzten Mal schrieb ich „Es gab im Nachbarort Theresienstadt ein KZ (Nazi-Konzentrationslager), ich wusste, ohne zu wissen, was es bedeutete, und ich fragte nicht“.

Ich möchte nachträglich hinzufügen: eine Kultur des Fragens kannte ich in meiner Kindheit nicht. Das Fragen gehörte nicht zur Normalität. Ja, bei Kindern galt es gewöhnlich als ungehörig, als eine Art schlechten Benehmens. Erst mit 40 begann ich, bewusst und systematisch das Fragen zu üben. Ich bemerkte: man kann alles fragen, es kommt nur darauf an, die richtigen Worte, den richtigen Ton und den passenden Augenblick zu finden. Damit ist noch nicht geklärt, wieso ich den Sommer in Lobositz als einen der schönsten Sommer meines Lebens empfinde? Nur rückblickend kann man so etwas sagen. Damals – was empfand ich damals? Solch eine Frage stellte man nicht, nicht sich selbst, nicht einem andern. Ich war gegenwärtig, ich tat, was man mir sagte, und fühlte mich im übrigen wohl und frei, denn ich konnte – und das wird mir so richtig auch jetzt erst über dem Schreiben bewusst – meistens über mich selbst bestimmen. Ich las und lernte – nichts von Heimweh, nichts von drohender Fremde. Das trat erst ein Jahr später ein.

Meine Pflegeeltern gingen mit mir zum Pilzesuchen in den Wald. Ich lernte Seitlinge und Täublinge, Birkenpilze und Steinpilze erkennen, den giftigen Knollenblätterpilz und halbgiftige andere Arten von essbaren Pilzen

zu unterscheiden. Genoss es, mich an ihrem Duft nach grünem Moos und leichtem Moder zu berauschen. Nur essen mochte ich die Pilze nicht – zu glitschig. Meine Pflegeeltern sahen es mir freundlich nach. Ich durfte was anderes essen. Vielleicht Bratkartoffeln. Oder Dickmilch mit Zucker und Zimt. So blieb mir das Pilzesuchen als liches Vergnügen im Gedächtnis. Viele Pilznamen prägten sich tief in mein Gedächtnis ein. Ist es, weil mir in ihnen eine Ahnung von Leben und Tod begegnete? Die Pflegeeltern fuhren auch einmal mit mir in den Dresdner Zoo – an den ich mich aber weniger lebhaft erinnere als an die Pilze im Wald.

Einmal die Woche holte ich den älteren meiner Brüder bei seinen Pflegeeltern ab. Der Mann war Schuster, er saß meist in seiner dunklen Schusterwerkstatt, wo es nach Leder roch und nach Leim. Gewöhnlich wurde ich, etwas steif, im Wohnzimmer empfangen, wo ich warten musste, bis mein Bruder ausgefertigt gemacht wurde. Das dauerte nicht lange. Fröhlich gingen wir hinaus aus der Stadt über die Landstraße bis zur „Glanzstoff“, einer Fabrik, die so „kriegswichtig“ war, dass der Pflegevater meines zweiten Bruders vom Wehrdienst freigestellt war. Er arbeitete dort als Ingenieur. Wir kümmerten uns kaum darum, wir sangen, das machte das Gehen leichter.

Ein Ort, an den ich mich am wenigsten erinnere, war die Schule. Ich ging ins dritte Schuljahr und hatte keine Probleme, aber auch keine Freundinnen oder Freunde. Dass mich irgendjemand zu sich eingeladen hätte, oder ich jemanden zu mir, ist mir auch nicht in Erinnerung. Jetzt steigt in mir die undeutliche Vermutung auf, dass ich als „Reichsdeutsche“,

damit Fremde, irgendwie ausgesondert blieb – möglicherweise tat ich das meine hinzu. Hing das mit meiner Erfahrung von der ersten Kinderlandverschickung zusammen? Obwohl in Lobositz kein Dialekt gesprochen wurde, wie auf den Dörfern – von einzelnen Wörtern wie „Paradeisern“ (Tomaten), „Ribisln“ (Johannisbeeren) oder „Marillen“ (Aprikosen) mal abgesehen, die waren mir da eh schon vertraut. Und behalten in meinen Ohren bis heute einen vertrauten, ja, zärtlichen Klang. Doch unterscheidet sich ein Reichsdeutscher in Österreich noch stets durch den Tonfall. Ja, im Sudetengau bestimmte noch immer die österreichische Vergangenheit den Alltag. Das mochte in Mähren anders sein. Und heute ist es ohnehin anders. Heute spricht man überall tschechisch.

Während ich jetzt an unsere Wanderungen auf der Landstraße zu dem Ingenieurs-Ehepaar zurückdenke, wo wir immer freundlich empfangen wurden, steigt in mir die Frage auf, ob sich eigentlich auch mein kleiner Bruder über unsere Besuche gefreut hat?

Ich rufe ihn an, und es wird ein langes Gespräch. („Corona“ schenkt Zeit!) Er wurde in jenem Kriegs-Sommer fünf Jahre alt, und ein fünfjähriges Kind versteht manche Veränderungen anders als ein achtjähriges. Es versteht nicht, warum die Mutter weg ist. Und es fehlte ihm bei Ingenieurs an nichts. Der Junge lebte sich ein, fühlte sich angenommen und aufgehoben, er war der Einzige, der Kronprinz, umhegt und gepflegt wie noch nie. Wir zwei Älteren stellten eine andere Welt dar, die alte Welt, und als Kind konnte der Jüngere die Verbindung nicht mehr herstellen. Nein, meint er jetzt, so richtig gefreut hätte er sich nicht.

Ich habe von diesen Schwierigkeiten damals nichts bemerkt. So sehr ich nachdenke, da ist keine Erinnerung an eine Abweisung, und sei sie noch so leise. Diese Besuche bereiteten mir immer nur Freude. Vielleicht brauchte ich sie selbst auch, um „meine Familie“ um mich zu haben, um selbst nicht die Verbindung zur „alten“ Welt“ zu verlieren? Vielleicht schwammen wir drei Geschwister in diesen Momenten, ganz unbewusst, auf der gleichen Welle der Zusammengehörigkeit? Und die Gastgeber erlaubten das, weil es ihnen natürlich erschien?

Den Dank für ihre Großherzigkeit sind wir sind unseren Pflegeeltern für immer schuldig geblieben. Auch das hatte mit der Beanspruchung durch die ständig sich ändernden Verhältnisse des Krieges zu tun. Heute weiß ich: Gastfreundschaft hält die Welt zusammen.

This is a new section of AIACE-VOX. In it, we will publish letters from our readers. We are looking forward to them.



BY MARUJA GUTIÉRREZ, CHIEF EDITOR

On climate change

I write concerning an article which I have written in response to the article by Jeanine Franchomme-Saut in the February edition of "Vox"

I would like it to be included in the next or next-but-one "Vox" if possible since I believe that the article by Mme Franchomme-Saut should not go unanswered especially in these days of "political correctness" and the stifling of opinions which do not accord with this.

I believe it to be of great importance that the AIACE membership be aware that by no means all climate scientists agree with the IPCC viewpoint and that many of those who do are simply protecting their own careers by "going with the current flow"

I would be grateful for your response.

Graham Chambers, European Parliament Secretariat 1981-2014

We have answered to Mr Chambers that his article could not be published on this issue. In a future issue focused on the Green Deal, there should be space for different opinions.

Cancelling VOX

Non merci, je ne souhaite plus recevoir le VOX . D'une part, je pense au gaspillage de papier, temps de travail et à l'environnement etc. Il y a d'autres sources qui traitent à suffisance les sujets d'actualité politiques.

D'autre part, je note toujours avec amertume que ne s'y pâment que " les vieux mâles " Dommage que les Anciens des Institutions européennes persévèrent à maintenir cette image patriarcale, rétrograde où l'homme est acteur et symbolise de pouvoir tandis que bien peu n'aurait fonctionné sans beaucoup de femmes efficaces et engagées, toujours à l'arrière-plan. Une image déplorable, loin de la sagesse de l'âge, pas juste et peu esthétique.

Heureusement dans les nouvelles générations les femmes sont plus visibles.

Karin Loi

This letter needs no answer. But things are changing. Just look at our cover.

Interview de Gertrud Ingestad, Directeur général de la DG HR



PAR DIDIER HESPEL



Your nomination has given you the responsibility for EU staff, active and retired, at a never seen before moment; a health crisis heralding an economic downturn, unknown in the history of the EU. Could you tell us your initial reactions faced to this crisis? Which have been the main problems and challenges, and which might be the changes forced/ caused by Covid-19 for DG HR?

It may sound strange, but diving in on 16 March at the beginning of the lockdown was maybe less of a challenge than in normal circumstances. There was no time for thinking and literally everybody immediately showed full cooperation. Of course, it took some time to get to know everyone, but also there it was much faster than normal. Actually, it was the same situation for all of us. Reaching out to people was done in a more conscious way; it was essential to learn what they do and should do.

It quickly showed that teleworking works. Of course, it is a totally new set-up. Colleagues had to learn using the tools as well as the IT equipment. It was actually a real-life important test. Human contacts took a profoundly different form, but surprisingly they turned out to be genuinely more intense.

I talked a lot with different categories of staff, but especially for the middle managers, the situation was completely different. It was a meaningful experiment, because they had to reach out to their staff and see to it

that everybody was OK. They had to switch abruptly to management on output; staff had to be assessed on their output rather than on the time spent in the office. We will try to retain this for the future.

Since it showed that teleworking works, it was necessary to introduce more flexibility on all sides. Time control becomes less relevant, and indeed personal and work life blur to a significant extent for most people, and this has in itself brought issues of digital overload, something else we need to bear in mind for the future.

We had to adapt processes and go paperless from one day to the other, but it has not always been a good digitalisation; sometimes just scanning a bureaucratic process. We should examine these processes for the time ‘after’; how do we transform this into “true” digitalisation?

The whole situation requires a different mindset.

Strangely enough the situation induced also more contacts between persons. Colleagues in Luxembourg or Ispra felt much more part of the team and didn't feel as remote anymore.

We wonder whether the same goes for pensioners...

Anyway the experience from the corona crisis should lead us to modernise our way of working generally.

Will this upheaval have any implications for the pensioners and the cooperation between DG HR and AIACE?

Cooperation with AIACE is essential because of the knowledge and the expertise of the pensioners. They are/stay part of a community and should keep in contact. “Brussels” should be more accessible from the distance. The help line is one of the features that can help. On the whole we should start thinking more “out-of-the-box”. And I am sure that there is room for improvements in our cooperation.

Will it be possible in future to maintain the physical presence of DG HR staff at AIACE events, whether global (General Assembly) or at section level?

DG HR strives to reduce the number of missions on the whole. But if there is an added value to physical presence, they will be continued. With AIACE it is often the case. Physical presence can be important in certain circumstances. So, yes, DG HR staff will be able to attend some events physically, although maybe less frequently

Will the increased use of digital communication (which is probably to stay) have an impact on pensioners? Will this open new communication possibilities with the administration? And what about those pensioners without IT skills? For example, the complexity of (double) authentication in EU Login is already now an obstacle for some ...

We are in a process of digitalisation, like all Member States. But there should be a balance between distance contacts and physical presence. Countries like Denmark have devised a smart combination for multi-channel communication for their public administration. Of course, there will never be an obligation to use IT tools. However, internally at the Commission, some processes can be rendered more efficient; as an example (I admit, not concerning pensioners) the recruitment procedure is complicated and is in the process of being reviewed.

The general philosophy is to use machine processes and automated procedures in order to free human resources that can be put to use where necessary and towards -those who need it more.

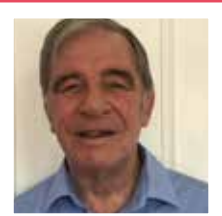
I can confirm that we are working on the corporate email addresses and the “EU Login for life”; both could/should facilitate contacts in future.

We warmly welcome that fact that AIACE is being involved in the overall consultation process about a new strategy for staff as well as for DG HR, initiated by Commissioner Hahn and under your responsibility. What can be AIACE’s concrete role in this consultation?

AIACE’s contribution is extremely important. Currently there have been 20 workshops to think “out-of-the-box” about what HR at the Commission should look like in future. I realise that it is maybe difficult for AIACE to keep pace with the fast-moving process, but we definitely wait for AIACE’s input as long as necessary (within limits of when the strategy actually needs to appear), because we value it enormously.

Thank you for your time. We will be interested to follow your ideas and plans in the future and VOX magazine will be open to you to share them with all pensioners.

Gertrud Ingestad was appointed Director General of DG HR (Human Resources and Security) on 16 March 2020. A Swedish national, she joined the Commission at DG Translation in 1995. After climbing the steps of hierarchy in DG Translation, she moved to DG INFSO (Information Society) as Resource Director in 2011. She then became Director for Digital Business Solutions at DG Informatics (DIGIT) and Director-General in 2016.



Prospects for the update of salaries and pensions for 2020 in the context of the Covid-19 crisis

This year's annual update of salaries and pensions takes place against the backdrop of the Covid-19 pandemic which, in addition to the very serious consequences for many of those infected by the disease as well as for health and social care systems, has led to the introduction of confinement/lockdown measures with the most dramatic economic and social effects experienced since World War II. Large falls in output accompanied by the disruption of supply channels and of consumer expenditure patterns for many important sectors of the economy have and are occurring, with sharp declines in earnings and rising unemployment, particularly for those in much of the private sector, temporarily and partly eased in their extent by job retention schemes. These latter, together with other state support schemes as well as the cost of measures to manage and stem the spread of the virus have entailed unprecedented increases in public expenditure whilst total tax revenues have decreased markedly, with a consequent uplift in borrowings by governments. The EU has also intervened decisively, with the agreement at the European Council in July to the "Next Generation EU" recovery plan of financial support measures for the most affected Member States and regions, including the facility to borrow on the financial markets.

BY MARTIN CLEGG

Under the EU Staff Regulations, as amended in October 2013, the annual update of salaries and pensions is governed by an automatic process, according to the "Method" and its accompanying provisions. The Method, whose construction and development over many decades has been largely due to the inspiration and efforts of former AIACE President, the late Ludwig Schubert, is based on objective statistical data compiled each year by Eurostat and presented in a detailed "Report on the annual update of remunerations and pensions of EU officials" which is finalised by the end of October. The Method is designed to show the salary update required to maintain the purchasing power of EU officials in line with the average development in the remuneration of Member State civil servants ("parallelism").

After the Commission has taken note of the Eurostat report, the results of the update in terms of new salary scales (and by derivation, pensions) and for the main family allowances, as well as correction coefficients, are published as a "Notice" in the Official Journal, usually taking effect in December and applying retroactively from the previous 1 July.

The Method and the resulting update are based on two key elements:

- the variation over the 12 months to 1 July of the current year in the weighted average real net remuneration of central government civil servants in a representative sample of 11 Member States¹, which have to represent at least 75% of EU GDP. This variation, expressed as an index, is known as the "Specific Indicator";

¹ For 2020, and in line with the provisions of the EU-UK Withdrawal Agreement, the UK remains part of the representative sample for that year; without the UK, the remaining 10 Member States would still represent more than 75% of the GDP of EU-27.

- the variation in the average cost-of-living over the 12 months to 1 July of the current year as measured by the “Joint Belgium-Luxembourg Index” (Joint Index) which is a composite index drawn from changes in the price indices for 80 different items contained within the Harmonised Index of Consumer Prices for Belgium and within the Consumer Price Index for Luxembourg. Using these two sets of indices and the latest available data for the relative number of EU staff in the two Member States, single piece indices are produced for each of the 80 price items. To produce the Joint Index, each of the resulting single indices is then weighted according to the consumption expenditure patterns of staff and their families as determined by the Family Budget Survey which is periodically conducted for Eurostat.

The results for the Specific indicator and for the Joint Index are combined to give the required salary and pension update according to the Method, as shown by the following example for 1.7.2019 (indices on 1.7.2018 = 100.0):

Specific Indicator: 100.5 x Joint Index: 101.5 /100 = 102.0 = salary and pensions update for 2019 of +2.0%

According to the development in the real terms remuneration of Member State officials and in the cost-of-living, the Method therefore provides for automatic variations in the annual update, either upwards or downwards, according to the closely-defined parameters set out in the Staff Regulations and independent from any institutional intervention. The variation in the Specific

Indicator element represents the real terms change in salaries.

However, the Staff Regulations provide that the normal application of the Method is limited in two specific cases:

-the Moderation Clause: there is an upper limit of 2% and a lower limit of -2% in the value of the Specific Indicator used in the annual update. If one or other of these limits is exceeded, only the amount of the relevant limit is used in the update, with the remainder being deferred until April of the following year. It is not expected that either of the 2% limits will be reached in 2020 and the Moderation Clause will not therefore be applicable.

- the Exception Clause: If, according to the latest Commission economic forecasts, there is a decrease in EU Gross Domestic Product (GDP for the year concerned, the Specific Indicator element of the update is deferred, wholly or in part until a later date, depending upon the size of the decrease. If the forecast fall is greater than 3%, all of the Specific Indicator element is deferred until such time as GDP recovers to its pre-decrease level.

The Commission’s interim economic forecasts of July 2020, point to a fall in EU GDP of 8.3% for 2020, followed by a partial recovery of 5.8% for 2021, leaving GDP for the latter year some 3% below the 2019 level. If, as seems highly probable, these scenarios are broadly confirmed in subsequent forecasts in the autumn², the application of the exception clause will mean that the Specific Indicator element of this year’s calculation of

2 According to Eurostat’s preliminary “flash” estimates of 31.7.2020, EU GDP fell by 14.4% for the 2nd quarter of 2020 compared with the same quarter of 2019. The corresponding estimated fall for the first quarter of 2020 was 2.5%.

the Method will be deferred from the 2020 update and not be added back to a future adjustment of salary and pensions until 2022 at the earliest. Deferred Specific Indicator does not count towards the limits set out in the Moderation Clause.

With the complete deferral of this year's Specific Indicator, only the variation in the cost-of-living element of the Method (the Joint Index) will therefore be used in the salary and pension update for 2020. Given that the update will follow the change in the cost-of-living as measured by the Joint Index, this year's variation will therefore represent a real terms freeze in the level of salaries and pensions, although the Specific Indicator element will be recouped in a future year once GDP has recovered.

The definitive results for the Joint Index for this year will only be known after Eurostat has completed its task, over the summer and early autumn, of compilation, calculation and checking of the data contained within the Belgian and Luxembourg consumer price indices and their reweighting on the basis of the latest staff ratio for the two Member States concerned and of the Family Budget Survey. These definitive results, and therefore the variation in the salary and pensions update, will appear in the report scheduled for October. The amount of the deferred Specific Indicator will also be made known.

It was already clear that for the second part of 2019, consumer price inflation in Belgium and Luxembourg, as was the case in other countries, was running at a relatively low level compared to previous years. Since then, and whilst moderate price increases have continued over the 12 months for some items

such as food and drink as well as rents, the substantial drop in world oil prices and the deflationary effects of the Covid-19 crisis as from the early part of 2020 have led to a decline in prices compared to 1 July 2019 for a number of important areas of consumer expenditure, especially those related directly or indirectly to energy costs; price levels in some other areas have also faced downward pressure because of lower demand³.

The Joint Index is a weighted average of the varied upward and downward movements in the 80 different price indices. Although definitive conclusions cannot yet be drawn until Eurostat's report is completed in the autumn, AIACE's preliminary analysis of the relevant price data suggests that the Joint Index on 1 July 2020 is likely to be close to 100, implying a near standstill for 2020 in the nominal level of salaries and pensions in euro, although until the final results are established, neither the possibility of a small increase nor of a small reduction can be ruled out at this stage. For pensioners resident in some countries, the overall variation will also depend upon adjustments to correction coefficients and/or the updating of remuneration exchange rates.

The prospective real terms freeze of salaries and pensions for 2020 has to be viewed in the context of the almost unparalleled economic and social situation facing the EU this year as a result of the Covid-19 pandemic. In that respect, it is apparent that the robust provisions of the Method include a mechanism which is able to take account of such exceptional situations, whilst restoring and recouping "parallelism", once EU GDP has recovered.

3 Based on the surveyed expenditure patterns of their populations, the weighted average change over the 12-month period to June 2020 in the overall HICP for Belgium was +0.2% and the change in the overall CPI for Luxembourg was +0.7%. The results for the Joint Index may fall outside these parameters since the weighted average in this case is not based on the expenditure patterns of the populations of Belgium and Luxembourg but on those of EU staff, as determined by the Family Budget Survey.

La vie de l'AIACE internationale en temps de Covid-19



Le 13 mars dernier, la Commission a décidé de fermer ses bureaux pour préserver la santé du personnel. Immédiatement des solutions de télétravail ont été mises en place pour les actifs. Malheureusement, les collaborateurs du Secrétariat de l'AIACE sont des externes qui n'ont pas accès à ce mode de travail, à défaut de disposer d'un compte EU Login.

PAR DIDIER HESPEL, SECRETAIRE GENERAL

Cette situation aura toutefois eu une conséquence positive : la DG HR a reconnu qu'il était indispensable que l'AIACE reste en contact avec les pensionnés, quelles que soient les circonstances et donc à l'avenir, si jamais la situation devait se reproduire (espérons que non !) le Secrétariat disposera d'un accès permettant le travail à distance (**également en dehors des périodes de crises, si besoin ou souhaité**).

Mais entretemps, il fallait bien faire tourner la machine ! Vu que j'étais le seul à disposer d'un compte EU Login, je me suis mis à la tâche sans tarder. Du jour au lendemain, il a fallu que j'assure le suivi du courrier électronique qui continuait d'arriver en grand nombre ainsi que les contacts tant avec les sections nationales qu'avec la DG HR et le PMO. Après quelques jours techniquement difficiles, une nouvelle routine s'est mise en place.

Les collaborateurs du Secrétariat ont fait de leur mieux pour m'épauler, mais à part leur mémoire et leurs avis, ils n'ont pas pu faire grand-chose pour m'assister, faute d'avoir accès à leurs dossiers.

Heureusement, dès le début du timide déconfinement, la DG HR a accepté que nos deux collaborateurs puissent reprendre le travail au bureau sur la base d'un plan de sécurité strict. Le fait que les pensionnés n'ont toujours pas accès aux bâtiments de la Commission m'oblige à maintenir un contact virtuel avec le Secrétariat.

Pendant cette période de confinement, il a fallu bien évidemment annuler toutes les réunions du Bureau ainsi que celle du Conseil d'administration. Mais la vie ne s'arrête pas pour autant et diverses décisions devaient être prises, ce qui a nécessité le lancement d'une série de procédures écrites au sein du Conseil d'administration pour annuler et reporter les Assises, adopter les projets de comptes 2019 et de budget 2020 et permettre au Trésorier d'effectuer les dépenses sur la base du budget 2019 et ce jusqu'au mois de juin 2021, lorsque l'Assemblée générale aura pu adopter a posteriori les comptes et le budget. Parallèlement, le Bureau a fonctionné sur la base d'échanges de courriels et de coups de téléphone. Finalement, le Bureau a tenu une réunion en vidéoconférence Zoom le 30 juin.

Étant donné les perspectives pour l'automne, le Bureau a décidé de se réunir uniquement en vidéoconférence et à côté de cela de travailler par échanges de courriels. Il a fallu également annuler la réunion d'octobre du Conseil d'administration, qui sera à nouveau remplacée par des procédures écrites en tant que besoin et éventuellement par une brève réunion en vidéoconférence (à vérifier et confirmer).

Reunion AIACE / PMO.4 Pensions

L'AIACE a tenu une de ses réunions périodiques avec l'Unité PMO.4 Pensions le 22 juillet. Vu les circonstances, la réunion s'est déroulée de façon virtuelle grâce à une vidéoconférence (merci Zoom !).

PAR DIDIER HESPEL, SECRETAIRE GENERAL



Lors de cette réunion, le PMO.4 nous a informés des choses suivantes :

Les déclarations de vie, qui avaient été suspendues pendant la fermeture des bureaux de la Commission, reprennent à partir de septembre.

En ce qui concerne les bulletins de pension, leur envoi avait été suspendu vu la fermeture des ateliers de reproduction et d'expédition de l'OIB ; le rattrapage s'est fait pour les bulletins de mars à juin pendant l'été, ceux de juillet étant envoyés normalement. Dans ce contexte, seuls 10% des pensionnés ont choisi de recevoir leurs bulletins par voie électronique. Afin de s'aligner sur la politique verte de la Commission (réduction du papier, respect de l'environnement, réduction des coûts d'impression et d'envoi), il y a lieu d'encourager plus de pensionnés à renoncer à l'envoi sur papier afin d'éviter d'énormes gaspillages. L'opt out se fait par le pensionné lui-même dans Sysper Post Activity (ce choix est réversible), mais il peut aussi être effec-

tué en back office par un gestionnaire sur demande du pensionné.

S'agissant des attestations fiscales, le PMO envoie actuellement chaque année plus de 27.000 attestations (parfois en plusieurs langues) par la poste, alors que dans de nombreux cas, cette attestation n'est plus nécessaire sous forme physique. Il a donc été décidé de ne plus les distribuer systématiquement. Elles peuvent être téléchargées dans Sysper (dans toutes les langues) et envoyées par la poste mais uniquement sur demande expresse et dans la langue souhaitée, comme le fait déjà le Parlement européen .

Formations et présentations : vu la situation actuelle, un nombre croissant de formations et de présentations se font de façon virtuelle sous forme de vidéos pré-enregistrées. Il est envisagé de les mettre à la disposition des pensionnés en général. En outre, des séances en vidéoconférence Zoom permettraient plus d'interactivité avec les participants.

INFORMATION DU PMO.4

Bulletins de pension :

Après la suspension, due à la Covid-19, l'émission et envoi des bulletins de pension en format papier a repris depuis le mois de juin. Les bulletins du mois de mars ont été déjà envoyés ainsi que ceux pour avril et mai.

Si vous possédez un accès EU Login, vous pouvez toujours visualiser et télécharger vos bulletins. Vous pouvez d'ailleurs opter pour ne plus recevoir le format papier (OPT-OUT via Sysper Post Activity). Ce choix reste à tout moment réversible et peut être demandé via la boîte fonctionnelle PMO-PENSIONS@ec.europa.eu)

Il est fait rappel que, sur base de l'art. 45 de l'annexe VIII du Statut, " Les prestations prévues au présent régime de pensions sont payées mensuellement et à terme échu ".

Déclarations de vie :

L'envoi des déclarations de vie reste encore suspendu. Si la situation liée au Coronavirus le rendra possible, la soumission de la déclaration pourrait reprendre de la mi-septembre.

Attestations fiscales :

Après vérification auprès des autorités fiscales dans certains Etats Membres a été constaté que l'attestation fiscale papier n'est plus toujours demandée.

Afin d'éviter des impressions papier et envois inutiles et pour collaborer aux objectifs de la Commission relatifs à la protection de l'environnement, tous les futures nouveaux pensionnés qui bénéficieront d'une pensionné d'ancienneté recevrons, lors de la cessation des fonctions, une attestation fiscale générique qui indiquera en plus des informations sur l'art. 12 du Protocole (n. 7) (pension soumise à l'impôt communautaire mais exempté d'impôts nationaux), l'information que la pension concernée est une pension d'ancienneté à vie.

Le personnel qui bénéficie déjà d'une pension d'ancienneté, depuis l'année prochaine pourra télécharger l'attestation via Sysper Post Activity ou en faire demande au PMO.4.



Assises 2021

Les Assises 2020 de l'AIACE qui devaient se tenir à Loutraki en Grèce en mai ont bien évidemment dû être annulées. Elles ont été reportées à 2021, du 15 au 21 mai à Loutraki toujours.

PAR DIDIER HESPEL, SECRETAIRE GENERAL

Le développement aussi brusque qu'inattendu de la pandémie de Covid-19 aura eu raison des Assises 2020 de l'AIACE ainsi que de l'Assemblée générale qui est au cœur de cette manifestation. Le Conseil d'administration, sur proposition du Président, a donc décidé de reporter la tenue de ces Assises à l'année prochaine au même endroit, selon un programme similaire reproduit ci-dessous. D'ici là plusieurs vaccins devraient en principe être disponibles et permettre à nouveau à tout un

chacun de voyager sans craintes. La plupart des billets d'avion déjà achetés cette année ont pu être échangés pour des voyages en 2021. Les organisateurs espèrent donc vous voir nombreux à Loutraki du 15 au 21 mai 2021. Le site des Assises est en ligne : <https://aiace-europa-assises.eu>. Le programme détaillé et le formulaire d'inscription seront envoyés avec la prochaine édition de notre magazine avant la fin de l'année.



AIACE
2021
Assises/Congress/Kongress

LOUTRAKI
Grèce/Grece/Griechenland
15 - 21.5.2021

Programme des Assises 2021

Samedi 15 Mai 2021

Arrivées
Réception de bienvenue Dîner facultatif

Dimanche 16 Mai 2021

9.30-17.00 Excursion d'une journée :
Croisière sur le canal de Corinthe, lac
Vouliagmeni et Héraion, Ancienne
Corinthe
Soirée : libre

Lundi 17 Mai 2021 Ouverture et
Congres Conférence débat Dîner
Facultatif

Mardi 18 Mai 2021 Assemblée
générale Dîner de Gala

Mercredi 19 Mai 2021

Ateliers
Conseil d'administration
14.30-18.00 Programme d'excursion

d'une demi-journée, l'Ancienne Némée
& Visite d'une cave Dîner de Cloture
(facultatif)
Programme post-congrès

Judi 20 Mai 2021

09.30- 14.30 Programme d'excursion
d'une demi-journée, Epidaure, théâtre
antique d'Epidaure
Départs / Extensions

Vendredi 21 Mai 2021

09.30- 17.00 Excursion d'une journée,
Site archéologique de Mycènes et
Nauplie

Samedi 22 Mai 2021

09.30- 17.00 Programme d'une journée,
croisière à Hydra

23-26 Mai 2021

Programme d'extension de 3 jours

Comment souscrire aux assurances proposées par l'AIACE en collaboration avec Cigna.

Des notes explicatives sur les assurances (Hospitalisation, Accident, Assistance Voyage) sont publiées sur le site de l'AIACE Internationale.

<https://aiace-europa.eu/assurances/>
<https://aiace-europa.eu/insurances/?lang=en>
<https://aiace-europa.eu/versicherung/?lang=de>

Les membres de l'AIACE peuvent y souscrire en remplissant les formulaires d'affiliation respectifs qui sont disponibles aux adresses mentionnées ci-dessous:

Hospitalisation

In EN : <https://www.eurprivileges.com/hospitalisation-former-staff-members>
En FR : <https://www.eurprivileges.com/fr/hospitalisation-former-staff-members>

Accidents

In EN : <https://www.eurprivileges.com/accident>
En FR : <https://www.eurprivileges.com/fr/accident>

Assistance Voyage

In EN or/of NL : <https://www.eurprivileges.com/travel-assistance-aiace>
En FR : <https://www.eurprivileges.com/fr/travel-assistance-aiace>

How to subscribe to the insurance policies proposed by AIACE in collaboration with Cigna.

Explanatory notes on insurance (Hospitalization, Accident, Travel Assistance) are published on the AIACE Internationale's website.

<https://aiace-europa.eu/assurances/>
<https://aiace-europa.eu/insurances/?lang=en>
<https://aiace-europa.eu/versicherung/?lang=de>

AIACE members can subscribe by filling out the respective affiliation forms which are available at the addresses mentioned below:

Hospitalization

In EN : <https://www.eurprivileges.com/hospitalisation-former-staff-members>
En FR : <https://www.eurprivileges.com/fr/hospitalisation-former-staff-members>

Accidents

In EN : <https://www.eurprivileges.com/accident>
En FR : <https://www.eurprivileges.com/fr/accident>

Travel Assistance

In EN or/of NL : <https://www.eurprivileges.com/travel-assistance-aiace>
En FR : <https://www.eurprivileges.com/fr/travel-assistance-aiace>



SEZIONE ITALIA AIACE ITALIA DURANTE LA PANDEMIA DI CORONAVIRUS



PAR GIANFRANCO SOTTOCORNO

Nel mese di Gennaio 2020, si è insediato il nuovo Comitato Nazionale che si è presentato all'Assemblea Generale del 17/01/2020 a Roma, iniziando così ufficialmente il suo mandato triennale. Già su VOX 115 sono state riportate le immagini sia del Comitato Nazionale che del Direttivo Delegazione Ispra, con l'indicazione delle principali cariche statutarie, ma sono anche le uniche di gruppo sino ad ora, dato che nel mese di febbraio sono iniziate le prime avvisaglie dei contagi da Covid-19, le relative restrizioni con la riduzione forzata dei contatti dal 20 febbraio, la chiusura dei nostri uffici di Roma e Ispra dal 5 marzo 2020 a tutt'oggi. Da questa data è iniziato anche per noi un modo diverso di contatto sia per quanto riguarda la struttura operativa, che per il supporto ai soci, con l'utilizzo di tecniche di telelavoro a distanza (smart working). Occorre però notare che circa il 40% dei nostri soci non è in grado di utilizzare i mezzi informatici, per cui ci siamo affidati al "passa parola" tra conoscenze familiari e amici, per far giungere le informazioni anche al più alto numero tra essi.

In un contesto d'isolamento dalle istituzioni europee che, in breve tempo, hanno messo in atto lo smart working per circa il 90% del personale attivo, come Aiace Italia abbiamo subito attivato e incrementato i contatti telefonici e di video chiamata, con il PMO/6 (CCR Ispra) per la Cassa Malattia e il PMO/4 (Bruxelles) per gli aspetti pensionistici. Ad ambedue rivolgiamo oggi un grandissimo grazie per la disponibilità continua degli operatori che non ci hanno mai fatto mancare la loro collaborazione, con gentilezza e con il sorriso, risultando estremamente efficaci anche in questo periodo così cupo. Quando abbiamo ritenuto utile fornire informazioni generali lo abbiamo fatto via e-mail non essendo in grado di operare in cartaceo come in tempi normali. Per aspetti strettamente personali, oltre alla comunicazione e-mail, i riferimenti telefonici (per cassa malattia, pensioni, assicurazioni, helpdesk PMO/6) indicati nel messaggio di chiusura uffici, apparso immediatamente sul nostro sito web (www.aiace-italia.eu), nonché la segreteria telefonica della Delegazione rimasta sempre attiva, sono risultati assai utili per numerosi soci. Inoltre abbiamo ampliato la gamma dei servizi offerti via web, che risulta oggi essere uno strumento di contatto e d'informazione completo. Sempre sul web abbiamo creato nelle Apps l'"angolo della salute" dove giornalmente abbiamo fornito le indicazioni sulla pandemia con dati, grafici, situazioni regionali, formulari di autocertificazioni per gli spostamenti, decreti nazionali e regionali, ecc. secondo le informazioni della Protezione Civile, Ministero della Salute, Istituto Superiore della Sanità, Presidenza del Consiglio. Abbiamo anche pubblicato l'invito ad aiutare finanziariamente la Protezione Civile e dei video messaggi di supporto durante i mo-



menti più nefasti; se ne può trovare ancora uno intitolato “il mio Paese” (https://www.aiace-italia.eu/filmati/il_mio_paese.mp4), a memoria di quanto successo.

Da metà giugno a tuttora, ci stiamo attivando per una possibile riapertura della Delegazione a settembre. Abbiamo discusso di questa possibilità con i responsabili della sicurezza del Management Sito CCR e con l'OIB responsabile dell'edificio in cui si trovano i nostri uffici, cui ha fatto seguito un sopralluogo per determinare sia il numero massimo di presenze per ufficio (operatori + soci) in funzione del distanziamento obbligatorio, che delle protezioni necessarie imposte dagli appositi protocolli. È comunque chiaro che si dovrà completamente rivedere e regolamentare l'afflusso dei soci, con prenotazione telefonica obbligatoria,

proprio per rispettare gli obblighi derivanti dalla situazione pandemica. In funzione di ciò è altresì chiaro che dovremo ampliare la presenza giornaliera dei nostri specialisti volontari per le varie tematiche; per questo un calendario di presenze giornaliere (mattino e pomeriggio) dal lunedì al venerdì è già definito. Se entro settembre la situazione dovesse variare (si spera in meglio) si agirà di conseguenza, ma sempre in accordo con gli organismi citati prima, dandone opportuna informazione.

Purtroppo non possiamo dire altrettanto per l'ufficio della sede di Roma. L'intenzione di AIACE Italia è quella di riaprire gli uffici a partire dal mese di settembre, ma, al momento in cui scriviamo (inizio luglio), non siamo in grado di indicare una qualsiasi previsione di riapertura al pubblico, essendo tuttora in vigore restrizioni di accesso per i pensionati e per persone oltre i 60 anni di età. Non appena riceveremo informazioni dalle istituzioni, le trasmetteremo ai nostri soci.

In questi mesi abbiamo fermamente creduto e applicato il motto che è diventato l'emblema di un'intera Nazione nella battaglia contro un nemico invisibile e subdolo: Insieme ce la faremo, andrà tutto bene, coscienti di dovere far sentire la nostra vicinanza a chi ne aveva bisogno.



SECTION LUXEMBOURG Covid-19...



Que de bouleversements a apportés le Covid-19 dans nos vies, dans nos habitudes ! On peut penser que le vécu et les conséquences de cette pandémie resteront imprimés à tout jamais dans nos mémoires, toutes générations confondues, et qu'ils laisseront chez nous tous des traces physiques et/ou psychologiques indélébiles.

PAR ROSELLA TESTI



Tout s'est enchaîné très vite ! Au Luxembourg, nous avons observé les premiers signaux d'isolement le 3 mars 2020, date à laquelle a été suspendu l'accès aux bâtiments du Parlement européen et, en cascade, au secrétariat de la section.

C'est le 16 mars 2020 qu'a démarré officiellement le confinement. L'isolement " obligatoire " pour les plus de 65 ans, souffrant en particulier de pathologies diverses, a fortement secoué les esprits.

Il faut reconnaître que sur le plan national, la machine de la solidarité s'est immédiatement mise en marche. Nous sommes extrêmement reconnaissants aux autorités luxembourgeoises d'avoir protégé par tous les moyens la population vulnérable et isolée et d'avoir mis en place un grand nombre de services pour la soutenir et pour faciliter sa vie au quotidien.

De son côté, la section a déployé tous les moyens

en sa possession pour suivre le rythme. Les membres du Comité se sont même adaptés au télétravail, en surmontant les inévitables difficultés techniques et technologiques.

Actions entreprises pour faire face à certaines urgences

En collaboration avec les services des Ressources Humaines de la Commission, une liste reprenant les **services offerts par les communes et par différents organismes aux personnes isolées et vulnérables** a été distribuée le 20 mars 2020 à tous les membres résidant au Luxembourg. Le gouvernement luxembourgeois avait mis en place une plateforme de vente en ligne, destinée aux personnes vulnérables et qui proposait un service de livraison à domicile, incluant plus de 40 produits de première nécessité. Afin d'atteindre l'ensemble des personnes vulnérables, la plateforme était non seulement joignable via internet, mais aussi par téléphone.

L'équipe de la section en charge de l'action sociale s'est aussi immédiatement activée pour **appeler les 30 pensionnés**, habituellement suivis et/ou visités par nos bénévoles, **afin de vérifier l'état de leurs besoins et leur situation d'isolement**. Les bénévoles ont été invités à intensifier les appels téléphoniques auprès de tous ceux qui le jugeaient utile.

Il a aussi fallu remédier aux conséquences de la suspension des visites des bénévoles, qui remplissaient les demandes de remboursement RCAM. La responsable du Bureau Liquidateur a été très compréhensive et a accepté d'établir un **protocole de coopération pour la période**

de la crise pandémique. Elle a autorisé une plus grande flexibilité dans le traitement des demandes papier auprès du RCAM, directement introduites par les bénévoles désignés pour le compte des personnes particulièrement fragiles et affaiblies, identifiées au préalable.

Sachant que certains membres ne disposent pas d'une adresse e-mail, il était nécessaire de **maintenir opérationnel le numéro de téléphone de la section et de ne pas interrompre la réception du courrier postal.** Grâce à l'aimable collaboration des services du Parlement européen, la section a obtenu la **déviaton de son numéro de téléphone vers le GSM d'un membre du Comité,** pour la période de restriction de l'accès aux bâtiments du PE, ainsi que **l'acheminement du courrier postal à l'adresse privée d'un de nos membres.**

Par courrier en date du 12 avril 2020, les membres ont été informés des actions entreprises depuis le confinement par la section et surtout des **recommandations en vue de la première étape de déconfinement** au Luxembourg, qui est intervenue le 20 avril 2020.

A partir de la fin du mois de mai 2020, les bénévoles ont repris leurs visites à domicile et dans les homes, dans le respect des règles de précaution en vigueur. La section a tenu à les protéger en leur transmettant, le 20 mai, des recommandations détaillées, à présenter en cas de besoin lors de leurs visites, afin de garder à l'esprit que " nous faisons tous partie du groupe des personnes à risque, au même titre que les personnes que nous aidons ".

Constat

Nous avons vécu des semaines, voire des mois, d'agitation, d'anxiété, de peur et d'impuissance face à ce fléau aussi sournois que destructeur. Nous avons été bombardés d'informations

nationales, internationales, parfois tellement contradictoires qu'on ne savait plus qui écouter...

Je pense que pour nous tous, l'aspect le plus dur du confinement fut l'impossibilité de voir nos enfants, nos petits-enfants, d'autres membres de la famille ou nos amis. En particulier pour ceux qui ne disposaient pas d'un accès aux moyens technologiques modernes, permettant d'atténuer cet isolement. Il faut reconnaître que les réseaux sociaux nous ont beaucoup aidés à garder le contact avec ceux qui nous sont chers et qui sont souvent éparpillés à la surface de ce " monde global ", qui est à la fois fascinant et terrifiant.

Mais l'important est d'entrevoir le bout du tunnel ! Le 16 juin ont enfin été rouvertes les frontières européennes. Toutefois, il ne faut pas se faire d'illusions. La vie ne redeviendra pas telle que nous l'avons connue. Qu'on le veuille ou non nos habitudes seront désormais durablement modifiées. Nous continuerons à rester très vigilants et à nous protéger... du moins jusqu'à la disponibilité d'un futur vaccin ! Pour l'instant, distanciation physique, gel hydro-alcoolique et masques restent de rigueur.

Conclusion

Au Luxembourg, la période pandémique a été très bien gérée. Les autorités ont présenté clairement chaque étape du déconfinement, chaque fois mise en œuvre en toute sérénité. Cela rassure pour l'avenir... en cas de mauvaise surprise...

Restons donc positifs et optimistes. De notre côté, notre section continuera à se rendre utile et à œuvrer dans l'intérêt de ses pensionnés

SECTION FRANCE 5385 vieux prennent la parole enfin !

Par temps de Covid, une enquête OLD'UP en France, donne enfin la parole aux Vieux que nous sommes !



PAR MARIE-JEANNE MAURAGE



Dans notre société, le vieillissement est conçu, vu et vécu comme un processus disqualifiant, explique Philippe Gutton, président de OLD'UP, comme si l'ainé était méconnu, considéré comme un objet d'assistance, de commisération. La crise sanitaire a apporté un écho particulier à cette analyse et de nombreuses personnes de plus de 60 ans ne se sont pas reconnues dans le portrait dressé par les " experts " : vulnérables, isolées, déphasées.

Pour tenter de cerner la réalité, OLD'UP a mené l'enquête en direct, auprès des personnes âgées de plus de 70 ans. Leur demandant, comment elles avaient vécu la crise du Coronavirus et ses conséquences. La participation a été remarquable, 5385 répondants.

Ces vieux debout étaient à 58% des femmes entre 71 et 80 ans, à 66% des cadres et catégo-

ries intermédiaires, 81% vivant en couple et 53% dans une maison individuelle. L'AIACE FRANCE avait diffusé l'enquête à ses adhérents, un certain nombre y a répondu. Nous avons donc été destinataires des résultats. Que nous partageons brièvement avec les lecteurs de Vox qui sans doute ne sont pas si différents de ces seniors, bien décidés à être des acteurs d'un vieillissement créateur et soucieux de cohésion sociale entre générations.

Sur le site de OLD'UP, www.oldup.fr, ceux qui le souhaitent peuvent trouver et une présentation synthétique de ces résultats en 3 pages colorées et le rapport détaillé de l'étude.

Et ceux qui ne connaissent pas OLD'UP pourront découvrir cette association qui donne du sens et de l'utilité à la vieillesse.

Ces vieux ont été 66% à prendre très au sérieux le risque de contagion par le Covid 19 ; certains ont été sidérés par l'état d'urgence. Et pour 1% seulement le Covid 19 n'est pas un danger.

S'ils se sont inquiétés c'est surtout pour les autres, pour leurs enfants, petits-enfants, conjoints, voisins. Viennent ensuite, la crainte d'être hospitalisé, de ne pas avoir de place en réanimation et la peur de la suite (crise économique) ; enfin la peur d'une deuxième vague ou d'autres pandémies et la difficulté à faire respecter les gestes barrière.

73% des répondants déclarent être autonomes dans leur vie quotidienne et ont pu à 71 % être un soutien pour leurs proches et voisins (organisation des courses, commandes grou-

pées, petites douceurs et cadeaux culinaires aux portes, leçons d'anglais ou autres par visio conférences aux petits enfants, appels téléphoniques à des amis dans la peine ou d'anciennes relations). 71 % ont déclaré avoir eu l'occasion de rire chaque jour !

Nombre de ces seniors ont trouvé un bénéfice au confinement : nouveaux rapports au temps, comme une liberté nouvelle, des réflexions sur soi-même et sur le monde, une reprise d'activités artistiques ou intellectuelles délaissées, faire le tri entre important et secondaire, réaliser que l'on peut vivre bien avec peu.

81% des répondants ont eu des échanges avec leurs proches de plusieurs fois par semaine à plusieurs fois par jour via le téléphone, mais aussi par des biais moins générationnels (réseaux sociaux et visio conférence). Les aînés se sont donc adaptés et 41% ont le sentiment d'avoir progressé dans leur maîtrise des outils informatiques.

58% restent confiants et pensent que la crise va avoir des effets positifs sur la solidarité dans notre société ; 42% sont plus pessimistes : récession économique, perte de liberté individuelle, crise mondiale, repli identitaire et protectionnisme. Ils sont donc plus confiants sur les capacités de leur pays à rebondir que sur les relations internationales.

Ainsi les plus de 70 ans ont de la ressource et peuvent encore nous étonner. Dans le sillage de OLD'UP, croyons qu'être vieux ne signifie pas la fin de notre capacité à être citoyens responsables. Ouvrons de nouvelles perspectives !

" Avec l'allongement de la vie, il y a un avenir qui s'ouvre auquel il faut donner du sens et de l'utilité. OLD'UP organise des groupes de parole, d'apprentissage numérique, des actions citoyennes, tout ce qui fait de nous un sujet en chemin et non pas un objet à distraire. Ensemble, à 80, 90 ans nous découvrons encore l'étendue des possibles ! "

Vie de l'AIACE

SECTION DENMARK What we lost!



BY MARINA WIJNGAARD

Denmark is a nation of associations. Even the smallest hamlet of five farms has one to defend their common interests – be it maintenance of their road or the drainage.

The meetings of the numerous cultural associations, access to sport, the library and the anticipation of the summer festivals – all this gave cause to frustrations because we couldn't meet, plan or discuss. The feeling

of not knowing when the restrictions would be alleviated was worse than the restrictions as such.

On the positive side the Danes rediscovered the joy of nature and particularly the forests. Never have so many gone for a long Sunday walk with an elderly family member as a compensation for the lack of visits.

SECTION FINLAND Waiting for better times



BY HEIKKI SALMI, PRESIDENT



We have been living through strange times. A tiny virus has put the whole world on its knees. Massive containment measures have been taken, healthcare systems have been struggling in many countries at the limit of capacity. Physical contacts have to be avoided, people have to be isolated, and we, the elderly, are particularly exposed. The economic fallout may be colossal.

Policy implications may also be huge. Covid-19 may have put the whole European project in danger as national governments resorted initially to one-sided solutions forgetting European solidarity. This, of course, exposes Europe to new challenges but also opens new possibilities. After the first shock many realised that we need more Europe than ever, and determined European leaders.

All the activities where members of our Finnish Section would be physically present, were postponed since mid-March. The Board hopes that next autumn will be full of events. The General Assembly 2020 is re-scheduled for September. Our Board works actively, having video meetings and informing members via regular emails. One important project underway is the updating of the Vademecum and its publication.

Review of our latest activities

The General Assembly 2019 which took place in mid-March was a special event. We celebrated the tenth Anniversary of AIACE Finland. In the course of a long-formula dinner we were entertained by Director General Reijo Kemppinen from the General Secretariat of the Council. He spoke about the state of Europe analytically and concretely, with an encouraging message. The European Union is a long process but it is developing positively. The first Finnish Commissioner, Erkki Liikanen, was elected Honorary Member. Guests from AIACE Sweden and our Estonian member participated in the celebrations. Swinging music was played by our own band Rubato.





AIACE Finland carried out a member survey in spring 2019. The main results have been reported to the members and partly published in VOX. Respondents think that EU Login is the key to the Commission's e-services. Four out of five respondents have the EU Login. Practically all those who have retired during the last three years have it, whereas half of those who had retired more than ten years ago do not yet have.

EU parliament elections were on the agenda of the Finnish Section. The Board disseminated members relevant information linked to the elections and encouraged them to highlight the importance of voting to their reference groups. Some members published election-related articles in various newspapers and on other platforms.

EU-policies were discussed with Tiina Astola, Director General of DG JUST. She had an interesting and topical introduction to the fundamental rights of EU and the latest news and policies of her portfolio justice and consumer protection.

Cultural events

An important member event was organised in the context of the publication of the book "I was the youngest in the group", written by

ex-Commissioner Erkki Liikanen. It describes his journey from a small town in Eastern Finland to the heart of Europe, but not just that. This autobiography also describes Finland and its policies and politics during the whole post-war period, ending with membership in the European Union. Lots of stories and gentle humour.

Two guided tours to the exhibition of René Magritte were organised in the new art Museum Amos Rex. Magritte is a great Belgian whom we all admire. Two concerts with a European dimension were also on the cultural agenda.

Travels

In 2019 we organised excursions to Portugal, Latvia and Spain. The excursion to Portugal was linked to the General Assembly and the Conference of AIACE International. Portugal and Lisbon are a beautiful part of Europe with rich culture and history with good food and wine. In Latvia, we visited both Riga and Jurmala. This country has lived through many difficult times under various conquerors, but is nowadays developing positively as a member of the European Union. La Mancha in Spain was again on the travel list. The theme was of course Don Quixote. Our special expert on this excursion was our member Mr Jyrki Lappi-Seppälä who has translated the Spanish masterpiece into Finnish.

Sports and entertainment

Golf is popular among Finnish EU pensioners. Two events were organised, one in Marrakech, Morocco and one in Finland. The traditional Christmas party in December was a great occasion with a delicious Christmas buffet, festive drinks and entertaining music. The quest speaker in the party was ex. MEP Liisa Jaakonsaari.



SECTION IRELAND

Covid-19 – the Irish Experience

Ireland reported its first case of Covid 19 on 29 February. From then on new cases were reported every day. From beginning March, the Chief Medical Officer and his team appeared – and are still appearing – on TV daily to update the population on the situation.

BY MICHAEL FRANK FAHY, PRESIDENT

eFrom **1 to 10 March**, with cases increasing daily, a number of decisions were taken, both public and private : employees were advised to work from home, hospitals banned visitors, St Patrick's day marches were cancelled. On 11 March, the WHO declared a pandemic. On that day Ireland reported its first death with a total of 43 cases in all.

On **12 March** the Taoiseach (Prime Minister) announced from Washington DC, where he was having the annual meeting with the US President in the run up to St Patrick's Day, that schools, colleges and childcare facilities would shut down. Pubs were closed from that weekend. On **16 March** the government set up the pandemic unemployment payment. From then on closures occurred in all sectors, whilst all sports events and other outdoor activities were cancelled.

Speaking on **27 March** the Taoiseach announced a full lock down with immediate effect. The over-70's in particular were advised to stay home and 'cocoon'.

The Government undertook a range of strategic steps and in particular

- encouraged all Irish nurses and doctors overseas to return home and help in the fight to gain control over Covid-19;
- signed an agreement with some Irish private hospitals to place them at the disposal of public hospitals to ensure a maximum amount of free beds in preparation for the pandemic

- increased testing (and improved response time);
- organised the purchase of protective equipment for those treating patients.

At the time of writing, restrictions are easing. Hairdressers and beauty salons can open from 29 June whilst sports events can take place with limited numbers and places of worship can reopen. A 14 day quarantine on travel into the country is still in place.

The big fear is that a resurgence will occur which is why citizens are being encouraged to wear masks and keep social distance.

As of **24 June** the Covid-19 toll is as follows : 25,396 cases; 1726 deaths.

Unfortunately, it seems that the population of retirement homes was particularly badly hit with over 60 per cent of fatalities coming from that sector.

As for **AIACE Ireland** the Committee has not been idle, holding our AGM on 14 February, Zoom meetings on 13 May and 24 June and continuing to deal with important tasks including an online membership survey and the development of a digital version of our Members' Handbook.

Finally, we wish to acknowledge the invaluable role of all those in Ireland and throughout the EU who volunteered their services in the fight against Covid-19.

SECTION GRÈCE Vie de l'AIACE–Section Grèce

PAR DESPINA VAMVAKIDOU, PRESIDENTE AIACE-GRÈCE



Αγαπητοί φίλοι

Όπως ξέρετε όλοι αναβλήθηκε το Διεθνές μας Συνέδριο στο Λουτράκι για το 2020. Ελπίζουμε ότι τον Μάη του 2021 θα σας δούμε όλους και όλες εκεί.

Ελπίζαμε ότι στο προηγούμενο τεύχος θα μπορούσαμε να σας ανακοινώσουμε πολλά και ευχάριστα, αν και αχρείαστα νέα, αλλά λόγω της πανδημίας πολλά άλλαξαν.

Ελπίζουμε ότι όταν θα κυκλοφορήσει το νέο τεύχος, θα έχουμε ήδη υπογράψει την τελική συμφωνία με τα νοσοκομεία που αφορά στην νοσηλεία των μελών μας. Με την βοήθεια μας η RCAM κατάφερε να κλείσει πακέτα νοσηλείας με τους ομίλους ΙΑΤΡΙΚΟΝ (plus ΔΙΑΒΑΛΚΑΝΙΚΟΝ) και METROPOLITAN HEALTH CARE GROUP (ΜΕΤΡΟΠΟΛΙΤΑΝ, ΠΡΩΗΝ ΙΑΣΩ, ΜΗΤΕΡΑ, ΥΓΕΙΑ και Creta Interclinic στο Ηράκλειο). Μετά από την ευτυχή λήξη και υπογραφής της συμφωνίας

των εξετάσεων της προληπτικής ιατρικής έχουμε πλέον συμφωνήσει και σε τιμές για νοσηλεία στα προαναφερθέντα νοσοκομεία, που σημαίνει ότι η prise en charge θα γίνεται άμεσα και οι εκπλήξεις στις ιατρικές δαπάνες θα πάψουν να υφίστανται, μια και ακόμη και οι ιατρικές αμοιβές θα εξοφλούνται μέσω του νοσοκομείου. Αυτό είναι το αποτέλεσμα του δεύτερου σκέλους της πολύ καλής συνεργασίας που είχαμε με την Ιατρική μας Υπηρεσία.

Ο Σύλλογος θέλοντας να συνεισφέρει στην θωράκιση της Δημόσιας Υγείας πήρε την πρωτοβουλία να διοργανώσει έρανο μεταξύ των μελών του, αλλά και να το κοινοποιήσει στους εν ενεργεία συναδέλφους. Αρκετοί από αυτούς συμμετείχαν (155 συνταξιούχοι και 75 εν ενεργεία συνάδελφοι) και το ποσό που συγκεντρώθηκε, 54.000 ευρώ, διατέθηκε για την δωρεά 10.000 μασκών ασπίδων, για τις ανάγκες του νοσηλευτικού προσωπικού καθώς επίσης και για την αγορά ενός υπερηχοτομογράφου για το ΙΠΠΟΚΡΑΤΕΙΟ Νοσοκομείο.

Ο έρανος παραμένει ανοιχτός προκειμένου, αν μπορούμε να αγοράσουμε εκπαιδευτικό υλικό για να βοηθήσουμε το ΕΚΑΒ.

SECTION ESPAGNE Internet debate



ALFONSO GONZÁLEZ-FINAT

Keeping up with the since long established tradition of conferences and debates of AIACE Spanish section, an internet conference-debate was held on June 22 on the subject of “The European answer to the Covid-19 crisis: an opportunity to advance towards a federal Europe?”

The event was co hosted by both AIACE and the European Movement and was introduced by Joaquín Díaz Pardo president of AIACE International as well as of its Spanish section. The debate counted on Francisco Fonseca director of the EU delegation in Spain; Román Escolano former Spanish Minister of Economy and previously EIB member of the board; Alejandra Cas former director in the European Commission; and Francisco Aldecoa president of the Spanish European Movement and professor at the Madrid University as speakers. José Isaías Rodríguez, former director of the Delegation of the Spanish employers association in Brussels acted as moderator.

There were 120 participants, amongst whom the Presidents of the AIACE German section, Hendrik Fehr, and of the Portuguese section, Fernando Medeiros.

Mr. Fonseca stressed the importance of the recent action by the European Commission -notwithstanding its lack of competence in Health matters- on being a reference and putting through its power of initiative a key financial package for the social and economic recovery of the Union so that “its economy does not collapse”. Worth is noting that for the first time since the Schengen border opening decision, borders were shut down and a relaxation on competition matters rules was announced. The key importance of pushing the budget of the EU from 1,1% of its GDP to ca. 1,9% pending at that time of decision by the European Council was noted and the key circumstance of having both Germany and France pushing

for the financial package highlights the big issue at stake.

Román Escolano saw as a very positive factor in what he considers “elements of federalisation” in the financial package and stressing the fact that it is the biggest of this kind throughout the history of the EU as well as the fact that it is being integrated in the EU Multiannual Financial Framework. He said that contrary to the ESM as an intergovernmental tool, this package is qualitative different and he sees as critically important the fact that a Euro nominated debt will push a capital market in the European currency.

Alejandra Cas putting the previous 2008 crisis into perspective highlighted the fact that being this one an exogenous crisis “there is no culprit” while she quoted the Merkel- Macron agreement as a “merkelian moment” where a fiscal union could be envisaged in the future, in reference to the USA “Hamilton moment”. She insisted that by contrast to the previous crisis we count this time round with a more resilient Union. As to undertake a reform of the Treaties now she thinks that attempting reforms in the heat of a crisis does not seem advisable although in any case the fiscal instrument is missing in the EU.

Finally professor Aldecoa referred to the legitimacy of the European Commission together with the European Parliament via doubling the Multiannual Financial Framework, which he translated as moving towards a federalisation of the UE that he envisages through a reform of the Treaties. Having said which he insisted that an institutional change is needed in that direction.

The four speakers intervention was followed by an interesting Q&A time “from the floor” well orchestrated by the moderator while our President promised a new debate in the autumn with representatives of the EP.

SECTION UK

NEWS FROM THE UK SECTION



BY ALAN HUYTON

I imagine that emerging from a long, cold winter some centuries ago may have resembled, a little, our waking up from the Coronavirus lockdown and taking first tentative steps back to active life. But whereas, the peasants of the 17th Century had the promise of Spring and the first foods of summer to look forward to, we face a rather different outlook. Some of us may have taken a nervous holiday or started to venture outdoors again but all the time with an eye on the Covid statistics, whose numbers rise again slowly but inexorably. The outlook is uncertain at best. And if that was not enough, record temperatures and unseasonal storms add to our feeling of unease.

In the background our bungling Westminster Government, distinguished already by the highest Covid-19 death rates and a record economic recession, seems hell-bent on pushing the Brexit talks into a no-deal outcome. This was the background for a recent discussion in our National Committee on the future for AIACE-UK. Since the 2016 vote, we have had great support from the PMO and the Institutions. AIACE International has been with us in our successful discussions with the Commission aimed at maintaining pension rights and JSIS conditions. But over time, our membership will fall and perhaps we risk becoming some exotic species, in decline and always needing special provision. In short the risk of becoming a lost tribe is a real one.

The Committee's response was to consider options for maintaining UK support to AIACE International, where historically, thanks to

figures such as Richard Hay, Michael Hocken and Martin Clegg, the UK has made an important contribution. We need also to see what support and advice we can usefully offer, as loyal friends to the EU project, to the Institutions in their future relations with the UK. We will encourage our members to be active in countering the myths and lies of the eurosceptics and generally supporting the pro EU movement in the UK.

We shared these thoughts with our membership, via our monthly newsletter and the Committee will be active in following up the conclusions.

In addition, thanks to the great efforts of the incomparable Michael Hocken and Committee member, Melanie Leivers, we have produced a handy practical guide to help the so-called 'Survivors' after the death of a former official. This is invaluable for the spouse who suddenly finds themselves having to deal with administrative matters in what is perhaps an unfamiliar world at a time of emotional distress.

So, Covid-19 notwithstanding, AIACE-UK has been busy these last months. Zoom has provided us with the tool for Committee meetings and even regional meetings of the members. Lockdown time has given us the chance to reflect on weighty matters. It stimulated us to adapt our communication so that members receive a readable and interesting monthly newsletter and regular updates and words of comfort from our solicitous Chairman, Tom Kennedy.



THE BRUSSELS EFFECT

Anu Bradford, Oxford University Press, 2020

BY MARUJA GUTIÉRREZ

This book has been an interesting and stimulating discovery. Written by an American scholar who grew up in Finland, studied and worked in Belgium, France and Germany before moving to the United States, and who wrote this text while living in Spain, her views on the global impact of the European Union through its legislation are well reasoned and documented. Let me use her own words to present her book.

“The idea for this book was born as a reaction to the nearly constant public commentary about the European Union’s demise or global irrelevance that permeates modern popular discourse... My own academic research provided many profound

examples of the EU’s global regulatory power and influence. Accurately examining these examples affirms the EU’s continuing, even growing, global relevance to the conduct of international regulatory affairs.

The main contribution of the book is descriptive. It explains how and why the EU has become the global regulatory hegemon unmatched by its geopolitical rivals, without endorsing or criticizing the EU for the regulatory power it possesses....

The Brussels Effect exists whether one likes it or not, and I leave it for the reader to decide whether it is a phenomenon that advances the state of the world or presents a cause for concern”

CRISIS DECISION-MAKING

How Covid-19 has changed the working methods of the EU institutions
Sophia Russack / Drew Fenner, CEPS¹, Brussels 2020

The Covid-19 pandemic has caused sudden and deep changes in the working dynamics of public and private institutions and companies.

Much attention has been paid to the functioning of the EU institutions at the highest political level, but less so at the working levels of the Council, the Commission (EC) and the European Parliament (EP). What was the nature of EU action in this time and how well did the decision-making machinery work?

This contribution analyses all three main institutions by: a) describing how decisions are usually made; b) exploring how they were made in corona times; and c) assessing

how well the individual institutions were equipped and able to adapt to these unusual circumstances.

It finds that the handling of these challenges varied greatly across the three institutions, largely because of structural reasons and differences in institutional DNA. Overall, crisis decision-making has worked surprisingly well, as the EU’s machinery is multilayered and has proved to be solid and resilient. Interinstitutional crisis coordination is yet to be improved.



1 <https://www.ceps.eu/ceps-publications/crisis-decision-making/>

Roger Vancampenhout

Hommage de la section Belgique.

La Section Belgique regrette le décès d'un collègue et ami de longue date.

PAR ERIK HALSKOV, PRÉSIDENT

Tout le monde connaissait Roger, et depuis des lustres. Il était là, quelque part, tout le temps. Président du Comité du personnel de la Commission à Bruxelles, engagé dans la cause européenne, grand défenseur de la francophonie. Ses contributions dans VOX sont légion car il était un écrivain inlassable d'articles et de chroniques sur les questions de l'Europe, les plus marquants étant ceux repris sous le titre "Realpolitik ou Droits Humains".

D'un caractère plutôt doux, conciliant, travailleur, cherchant des pointes d'humour, des petites contradictions linguistiques subtiles. Toujours de bonne humeur, humeur qu'il voulait partager avec tout le monde, là où il se trouvait, jusqu'à la fin.

Roger nous manquera, par son engagement, son esprit et sa présence.

Un scooter dans les nuages.

PAR RAFFAELLA LONGONI

Comme le dit le Président de la section, tout le monde connaissait Roger. Je l'ai connu au tout début de ma carrière, au sein de la délégation des traducteurs. Je l'ai retrouvé par la suite en tant que président du CLP Bruxelles et, last but not least, en tant que membre—discret mais actif—de l'AIACE.

Tous ceux qui ont côtoyé ce " grand gaillard " au sourire moqueur me pardonneront le fait de céder quelque peu à la tentation de mes souvenirs inévitablement fragmentaires et personnels. Mais tous positifs.

Je revois Roger actif jusqu'à la fin de sa vie dans ses domaines de prédilection. La liste est longue et incomplète : l'analyse de l'actualité et des problèmes en général, percutante de lucidité et exhaustive, la passion pour les langues (et notamment la sienne qu'il dominait et chérissait) qu'il aimait à décrire — à juste titre—comme le principal élément identitaire d'un peuple, la défense inlassable des catégories les plus faibles que ce soit au sein de son syndicat ou dans son service à la Traduction, l'attention et l'engagement permanents pour la recherche constante de compromis honorables entre parties adverses car, plus que tout le monde, Roger détestait les querelles stériles et avait fait sienne

la devise bien connue " Unis dans la diversité ".

On peut affirmer sans hésitation que Roger n'avait pas d'ennemis car il était impossible de le percevoir comme tel.

Fondateur et pilier de l'Union Syndicale depuis de longues années, Europhile convaincu—il était parmi les membres engagés et actifs du Mouvement Européen—Roger aura mené ses batailles toujours en douceur, jamais en fortes teintes, mais avec persévérance et souvent un humour subtil, à toute épreuve.

Bravant les limites de sa vision amoindrie par sa maladie des yeux, Roger aura conduit allègrement son scooter—que j'ai eu parfois le plaisir et l'audace d'expérimenter—jusqu'à ne plus pouvoir se fier à sa perception des distances, de l'équilibre et du danger, sans que cela ne l'ait jamais empêché de continuer à s'engager, partout et avec le même entrain.

Peut-être, son légendaire scooter l'aura amené maintenant dans un univers de nuages, libre, finalement sans dangers, sans limites, sans peines.

Adieu Roger. Merci.

Ils nous ont quittés

| NOM, PRÉNOM | DATE DE NAISSANCE | DATE DE PENSION | DATE DE DÉCÈS | INSTITUTION |
|----------------------------|-------------------|-----------------|---------------|-------------|
| AIROLA Marco | 03/09/1937 | 01/01/2000 | 10/04/2020 | COM |
| ALEXIS Albert | 01/01/1941 | 01/02/2006 | 01/02/2020 | COM |
| ALLES Jean | 19/01/1932 | 01/02/1997 | 30/05/2020 | COM |
| ALLO Alain-Pierre | 07/05/1943 | 01/06/2008 | 02/06/2020 | COM |
| ALTAVILLA Antonino | 07/01/1932 | 01/02/1997 | 04/05/2020 | CM |
| ANDERSEN Ellen | 19/01/1952 | 01/02/2017 | 29/06/2020 | COM |
| ANGELETTI Flavia | 06/12/1937 | 01/06/1997 | 13/04/2020 | COM |
| ANTONINI Godelieve | 22/04/1937 | 01/05/2002 | 29/02/2020 | COM |
| APOSTOLIDIS Anastasios | 05/09/1941 | 01/10/2006 | 18/04/2020 | COM |
| ARNOLD Maryvonne | 13/06/1943 | 01/01/2000 | 10/02/2020 | COM |
| AZEVEDO LEME José | 17/01/1944 | 01/02/2009 | 28/03/2020 | PE |
| BAGANUS Marcelle | 20/05/1931 | 01/01/1994 | 01/02/2020 | PE |
| BAGATTI-MANZINI Francesca | 25/12/1939 | 01/07/2003 | 07/04/2020 | COM |
| BAIOCCHI Anna | 02/03/1939 | 01/01/2004 | 29/02/2020 | COM |
| BAKKER Jacobus | 11/01/1939 | 01/11/2003 | 21/02/2020 | COM |
| BAMBYNEK Walter | 09/10/1927 | 01/11/1992 | 24/02/2020 | COM |
| BAUDEWYNS Raymonde | 09/06/1925 | 01/07/1990 | 12/07/2020 | COM |
| BENARD Ange | 24/12/1934 | 01/09/1990 | 20/10/2019 | COM |
| BENITO PRIOR Jose-Luis | 30/04/1934 | 01/10/1995 | 21/04/2020 | COM |
| BERTAZZONI Umberto | 28/12/1937 | 01/09/2000 | 05/07/2020 | COM |
| BESTARD Pierre | 21/12/1938 | 01/01/1999 | 04/02/2020 | COM |
| BIENECK Norbert | 18/05/1938 | 01/06/2000 | 05/04/2020 | COM |
| BONINI Giancarlo | 08/03/1940 | 01/04/2005 | 17/06/2020 | COM |
| BORIES Philippe | 09/01/1950 | 01/05/2009 | 27/06/2020 | COM |
| BORTHWICK William | 28/05/1952 | 01/01/2013 | 12/02/2020 | COM |
| BOUGAS Anastassios | 29/09/1949 | 01/04/2010 | 01/05/2020 | COM |
| BOURG Nicolas | 28/10/1939 | 01/07/2000 | 07/04/2020 | PE |
| BOYER Jean | 03/02/1951 | 01/09/2007 | 28/04/2020 | COM |
| BRANS Guy | 03/09/1950 | 01/10/2013 | 14/06/2020 | EAC |
| BRAUN Suzanne | 27/04/1933 | 01/06/1990 | 09/05/2020 | COM |
| BROICHHAGEN Franz | 29/01/1935 | 01/11/1998 | 04/02/2020 | COM |
| BRUEL Jérôme | 13/03/1951 | 01/04/2016 | 25/01/2020 | SAS |
| BRUNO Giordano | 04/05/1950 | 01/10/2006 | 19/02/2020 | COM |
| CABALLERO MONTOYA Manuel | 24/11/1935 | 01/01/2000 | 02/04/2020 | COM |
| CALCAGNO Salvatore | 05/12/1943 | 01/08/2003 | 15/02/2020 | COM |
| CANAL-BERTHOUMEYRIE Emilie | 03/02/1928 | 01/04/1982 | 05/07/2019 | COM |
| CARBOGNANI Maria Grazia | 03/10/1942 | 01/05/1999 | 12/03/2020 | COM |

| | | | | |
|------------------------------------|------------|------------|------------|-----|
| CARTER William | 12/02/1947 | 01/07/2003 | 04/04/2020 | COM |
| CATERA Enza | 23/01/1937 | 01/02/2002 | 12/04/2020 | COM |
| CATTARINO Jolanda | 28/08/1920 | 01/09/1985 | 09/05/2020 | PE |
| CAZE Odette | 19/03/1928 | 01/10/1991 | 25/01/2020 | COM |
| CHIQUÉ Cécile | 28/12/1951 | 01/01/2016 | 06/03/2020 | CES |
| CLEENEWERCK DE CRAYENCOUR Isabelle | 29/09/1952 | 01/12/2014 | 17/07/2020 | PE |
| CLEVERS Elisabeth | 02/03/1944 | 01/04/2008 | 16/06/2020 | PE |
| COLOMBINI Edoardo | 10/10/1938 | 01/04/1998 | 07/05/2020 | PE |
| CORBRIDGE Heidrun | 11/01/1945 | 01/02/2010 | 06/07/2020 | COM |
| CORNEZ Martine | 27/11/1953 | 01/02/2015 | 18/06/2020 | PE |
| COSI Nelly | 24/12/1935 | 01/05/1984 | 04/04/2020 | COM |
| COTTONE Giuseppe | 19/12/1935 | 01/01/2001 | 02/03/2020 | COM |
| D'ADAMO Arnaldo | 05/11/1933 | 01/12/1998 | 16/03/2020 | COM |
| DAHL CHRISTENSEN Marianne | 06/05/1953 | 01/06/2018 | 21/05/2020 | COM |
| DALLEMAND Jean-Francois | 23/12/1954 | 01/01/2020 | 20/03/2020 | COM |
| DE GROOT Hendricus | 26/04/1951 | 01/10/2011 | 26/02/2020 | COM |
| DE HOE Jacques | 28/11/1933 | 01/08/1994 | 17/02/2020 | COM |
| DE VUYST Denise | 18/07/1929 | 01/10/1992 | 14/01/2020 | COM |
| DECHAMPS Gonzalo | 15/12/1934 | 01/09/1996 | 25/02/2020 | COM |
| DELAFONTAINE Elisabeth | 03/08/1934 | 01/11/1994 | 16/11/2019 | CM |
| DELCOURT Rene | 11/03/1939 | 01/04/1999 | 14/04/2020 | COM |
| DELFINO Odette | 14/08/1923 | 01/09/1988 | 14/03/2020 | COM |
| DITON Giuliano | 19/06/1941 | 01/01/2000 | 02/03/2020 | COM |
| DJAFFAR Margaret | 01/10/1948 | 01/05/2007 | 19/05/2020 | CM |
| DOMBROSKIE David | 17/04/1944 | 01/05/2004 | 24/02/2020 | COM |
| DORNINGER Simone | 13/07/1932 | 01/05/1997 | 08/05/2020 | COM |
| DOTTO Sergio | 10/05/1933 | 01/02/1998 | 23/05/2020 | COM |
| DOURDIL-DINIZ Julio | 18/09/1946 | 01/10/2006 | 05/07/2020 | PE |
| DUPERRON Marcel | 03/01/1917 | 01/11/1979 | 17/01/2020 | COM |
| DUPUIS Fabienne | 10/10/1957 | 01/03/2005 | 20/02/2020 | COM |
| DWORSCHAK Heinz | 16/09/1934 | 01/08/1995 | 16/07/2020 | COM |
| EBERHARD Robert | 08/08/1936 | 01/06/1986 | 26/02/2020 | COM |
| EDMUNDS Clive | 04/07/1957 | 01/07/2013 | 08/02/2020 | COM |
| ERNST Henri | 29/11/1933 | 01/12/1998 | 06/03/2020 | COM |
| ETIENNE Henri | 24/11/1928 | 01/12/1993 | 23/03/2020 | COM |
| FABRIS Dario | 31/10/1951 | 01/01/2010 | 07/05/2020 | COM |
| FERARETTO Angel | 07/05/1940 | 01/01/2003 | 07/06/2020 | COM |
| FERRATON Hubert | 20/03/1933 | 01/11/1993 | 07/03/2020 | COM |
| FILEE Kees | 04/02/1941 | 01/03/2006 | 05/12/2019 | COM |

| | | | | |
|----------------------------------|------------|------------|------------|-----|
| FLAMENT Louise | 08/08/1936 | 01/08/1984 | 04/04/2020 | COM |
| FORNARA Rita | 05/07/1940 | 01/10/1999 | 08/05/2020 | COM |
| FRICKE Rosemarie | 11/09/1931 | 01/10/1991 | 15/05/2020 | COM |
| FRONDI Adriano | 17/09/1940 | 01/11/1994 | 21/06/2020 | COM |
| FRUISH Michael | 07/05/1938 | 01/06/1998 | 09/07/2020 | COM |
| FUGMANN Friedrich | 28/07/1933 | 01/08/1998 | 05/04/2020 | PE |
| GAMBINI Tristano | 19/06/1938 | 01/09/1999 | 05/04/2020 | COM |
| GANGLER Edmee | 06/03/1927 | 01/04/1986 | 29/10/2019 | COM |
| GARCIA-RODRIGUEZ Y ALVAREZ Jaime | 08/02/1944 | 01/03/2009 | 20/02/2020 | COM |
| GAY Johann | 24/01/1928 | 01/02/1992 | 09/02/2020 | COM |
| GIRO Gianfranco | 27/09/1926 | 01/12/1990 | 14/03/2020 | COM |
| GOEDERICH Jean | 19/10/1949 | 01/03/2011 | 12/04/2020 | COM |
| GOETHALS Monique | 18/12/1925 | 01/01/1991 | 18/03/2020 | COM |
| GONZALEZ ALVAREZ Francisco | 14/05/1947 | 01/06/2012 | 17/03/2020 | COM |
| GOOSSENS-GERARD Suzanne | 06/03/1934 | 01/04/1999 | 09/05/2020 | COM |
| GORDON Léon | 06/09/1932 | 01/10/1997 | 11/01/2020 | COM |
| GRAFFIN Philippe | 11/06/1937 | 01/07/1998 | 05/05/2020 | COM |
| GRETHNER Françoise | 05/05/1943 | 01/06/2008 | 22/03/2020 | COM |
| GRISOTTO Giorgio | 09/05/1940 | 01/03/1998 | 19/03/2020 | COM |
| GUEST-KELLER Susan | 08/05/1949 | 01/06/2009 | 27/07/2020 | PE |
| HAHN Ottokar | 04/11/1934 | 01/12/1999 | 25/05/2020 | COM |
| HALBERSTADT Klaus | 01/11/1933 | 01/06/1995 | 31/01/2020 | COM |
| HAMILL Richard | 31/01/1940 | 01/05/1991 | 23/05/2020 | COM |
| HAMMER Raymond | 12/06/1927 | 01/05/1985 | 06/02/2020 | COM |
| HANDS Felicity | 10/08/1958 | 01/02/2019 | 04/06/2020 | PE |
| HAUPT Hannelore | 30/01/1922 | 01/02/1987 | 08/05/2019 | COM |
| HAUPT Justus | 23/02/1934 | 01/03/1997 | 27/07/2020 | COM |
| HEDEMAN Jan | 25/11/1932 | 01/12/1997 | 24/12/2019 | CM |
| HERMAN TISSING Rudy | 25/05/1929 | 01/06/1994 | 24/05/2020 | COM |
| HERRMANN Marcel | 16/04/1929 | 01/05/1994 | 15/03/2020 | COM |
| HETRICH Eric | 29/12/1931 | 01/01/1997 | 07/04/2020 | COM |
| HIRN Pierre | 10/02/1942 | 01/10/2006 | 01/06/2020 | COM |
| HOFFMANN Dieter | 19/10/1944 | 01/03/2001 | 25/03/2020 | COM |
| HOFFMANN Migge | 28/02/1948 | 01/03/1999 | 25/05/2020 | COM |
| HOVEN Bengt | 04/03/1944 | 01/04/2009 | 08/06/2020 | COM |
| ISNARD Helene | 21/11/1925 | 01/02/1988 | 28/01/2020 | COM |
| JAEGER Fernand | 24/11/1956 | 01/01/2015 | 09/03/2020 | COM |
| JARBORG Pontus | 12/10/1948 | 01/07/2001 | 01/05/2020 | COM |
| JUGE Jacqueline | 06/01/1932 | 01/01/1997 | 02/03/2020 | COM |

| | | | | |
|--------------------------------|------------|------------|------------|---------|
| JULLIEN Nadia | 01/02/1932 | 01/03/1997 | 22/03/2020 | COM |
| KOCH Lothar | 24/01/1936 | 01/07/2000 | 18/04/2020 | COM |
| KOCKERBECK Edda-Marie | 25/12/1943 | 01/01/2003 | 04/06/2020 | COM |
| KOENIG Karl | 18/01/1932 | 01/04/1988 | 14/02/2020 | COM |
| KRARUP Lars | 25/09/1945 | 01/04/1994 | 22/06/2020 | COM |
| KUEPPERS Peter | 21/01/1935 | 01/06/1997 | 19/04/2020 | COM |
| LACOMBE Jacques | 19/05/1939 | 01/06/2004 | 07/04/2020 | COM |
| LAMBEIN Monique | 10/05/1931 | 01/06/1991 | 09/02/2020 | COM |
| LAMINNE Jonny | 30/06/1937 | 01/08/1997 | 10/03/2020 | COM |
| LANGA MORA Enrique | 03/03/1945 | 01/12/2002 | 07/04/2020 | COM |
| LARSEN Peter | 12/05/1945 | 01/01/2008 | 31/01/2020 | CES |
| LAUREYS Jan | 18/04/1942 | 01/06/2001 | 15/04/2020 | COM |
| LE QUEMENT Joel | 14/07/1944 | 01/08/2009 | 26/06/2020 | COM |
| LECOINTRE Daniel | 25/04/1937 | 01/07/1999 | 15/06/2020 | COM |
| LEDUC Claude | 03/11/1926 | 01/12/1991 | 13/04/2020 | COM |
| LEVEQUE Pierre | 21/02/1947 | 01/06/2007 | 28/02/2020 | CES |
| LIBERT Bruno | 09/06/1949 | 01/01/2005 | 07/07/2020 | COM |
| LIGUORI GUERRA Evaristo Duccio | 24/07/1936 | 01/07/2000 | 25/05/2020 | CEDEFOP |
| LOCK René | 30/03/1947 | 01/04/2012 | 20/03/2020 | COM |
| MACQUERON Guy | 12/06/1925 | 01/07/1985 | 31/03/2020 | COM |
| MAGI Pietro | 17/05/1934 | 01/06/1999 | 31/03/2020 | PE |
| MARIANI Nicola | 07/08/1934 | 01/02/1996 | 13/04/2020 | COM |
| MARTIN Henri | 05/09/1943 | 01/10/2008 | 22/02/2020 | COM |
| MARTIN Henry | 25/05/1937 | 01/06/2002 | 23/03/2020 | COM |
| MARTINEZ Josefa | 06/04/1942 | 01/09/1996 | 23/03/2020 | COM |
| MCCOLGAN John | 07/01/1940 | 01/12/1995 | 17/04/2020 | DUB |
| MECKMANN Anne | 20/04/1932 | 01/10/1994 | 23/04/2020 | CM |
| MEURSING Dirk | 14/04/1930 | 01/01/1995 | 03/04/2020 | COM |
| MICHELI Fernando | 16/03/1939 | 01/06/1994 | 06/05/2020 | COM |
| MILET François | 26/05/1939 | 01/06/1999 | 27/05/2020 | COM |
| MIRASOLA Angela | 11/10/1946 | 01/12/2002 | 15/12/2019 | COM |
| MUYSERS Gert | 26/08/1943 | 01/09/2008 | 18/06/2020 | CC |
| NERVO Renato | 06/01/1932 | 01/02/1997 | 20/07/2020 | COM |
| NICOLACCINI Piero | 09/01/1942 | 01/10/2002 | 22/04/2020 | COM |
| NIEDERCORN Pierre | 25/03/1925 | 01/01/1986 | 24/02/2020 | COM |
| NIELSEN Lars | 16/04/1956 | 01/04/2020 | 02/07/2020 | PE |
| NIELSEN-MAN Gudrun | 26/09/1931 | 01/04/1995 | 09/07/2020 | CM |
| NONON Jacqueline | 11/08/1927 | 01/09/1992 | 21/02/2020 | COM |
| ORTHMANN Eleonore | 15/07/1939 | 01/08/2004 | 20/02/2020 | COM |

| | | | | |
|--------------------------|------------|------------|------------|-----|
| OTTO Peter | 05/03/1937 | 01/04/2002 | 02/04/2020 | COM |
| PALENBERG Paul | 17/07/1932 | 01/05/1995 | 16/07/2020 | COM |
| PAPA Gianpaolo | 28/10/1936 | 01/01/1999 | 01/07/2020 | COM |
| PARENTANI Georgette | 24/05/1927 | 01/11/1982 | 23/04/2020 | COM |
| PENA DE LA TORRE Miguel | 04/04/1943 | 01/11/2003 | 07/07/2020 | COM |
| PENNE Livia | 19/09/1928 | 01/01/1991 | 10/02/2020 | COM |
| PERRI Patrizia | 08/10/1960 | 01/01/1991 | 20/02/2020 | COM |
| PERRONE Germana | 17/10/1933 | 01/01/1996 | 18/05/2020 | CM |
| PESEHONOVŠ Anatolijs | 26/02/1947 | 02/07/2014 | 23/03/2020 | PE |
| PIL Victoire | 20/07/1929 | 01/12/1990 | 06/02/2020 | COM |
| PINI Wolfgang | 22/01/1930 | 01/02/1995 | 18/03/2020 | CM |
| PONTI Luigia | 21/05/1938 | 01/02/2002 | 06/05/2020 | COM |
| PUIG JULIAN Maria Isabel | 19540619 | 20100501 | 20171126 | COM |
| RAACH Nicole | 25/12/1944 | 01/03/2000 | 04/05/2020 | CC |
| RAMON AMAT Lucia-Marta | 02/07/1951 | 01/09/2007 | 29/03/2020 | COM |
| REILLY Henry | 04/12/1940 | 01/01/2001 | 26/02/2020 | COM |
| RENARD-CASTEL Helena | 06/10/1930 | 01/05/1983 | 14/06/2020 | COM |
| RETTORE Antonio | 12/01/1939 | 01/09/2002 | 03/07/2020 | COM |
| RHEIN Eberhard | 27/10/1931 | 01/11/1996 | 04/04/2020 | COM |
| RIBEIRO RESENDE Manuel | 09/03/1948 | 01/04/2004 | 29/01/2020 | CM |
| RICOLLEAU Maurice | 31/12/1936 | 01/02/1997 | 17/02/2020 | PE |
| RIEMER Gerhard | 01/03/1925 | 01/04/1990 | 25/07/2020 | COM |
| RIVADOSSI Alberto | 23/07/1955 | 01/11/2005 | 14/04/2020 | COM |
| ROCHAS Romain | 04/08/1937 | 01/05/1999 | 23/05/2020 | CC |
| RUTSAERT Paul | 01/07/1931 | 01/08/1996 | 08/04/2020 | COM |
| SALVINI Roger | 13/07/1933 | 01/08/1998 | 25/02/2020 | COM |
| SAMPAIO Judith | 12/10/1956 | 01/06/1991 | 02/02/2020 | CM |
| SANTI Mario | 22/11/1938 | 01/03/1999 | 03/06/2020 | COM |
| SCHEIDT Irene | 23/07/1933 | 01/09/1994 | 05/04/2020 | COM |
| SCHILTZ Amelie | 12/06/1930 | 01/11/1993 | 31/05/2020 | COM |
| SCHLOH Bernhard, | 23/06/1929 | 01/07/1994 | 11/04/2020 | CM |
| SCHLUETER Helga | 18/03/1934 | 01/06/1991 | 04/04/2020 | COM |
| SCHMIDT Madeleine | 19/03/1929 | 01/04/1994 | 15/02/2020 | PE |
| SCHMIDT Martin | 02/02/1930 | 01/03/1995 | 31/05/2020 | PE |
| SCHROEDER Wolfgang | 12/10/1935 | 01/11/1997 | 10/02/2020 | PE |
| SCIOLA Lucilla | 29/05/1936 | 01/01/1987 | 26/04/2020 | COM |
| SEGERLUND Goran | 31/08/1948 | 01/09/2013 | 01/06/2020 | COM |
| SEQUEIRA Jose Antonio | 25/02/1947 | 01/03/2012 | 07/04/2020 | COM |
| SERMAN-KAMIENIECKI Hanna | 31/01/1925 | 01/09/1981 | 05/06/2020 | COM |

| | | | | |
|---------------------------------|------------|------------|------------|-----|
| SEYS Lucien | 31/10/1938 | 01/11/2003 | 25/02/2020 | COM |
| SIZARET Louis | 28/07/1927 | 01/01/1988 | 17/03/2020 | CJ |
| SNOEREN Petronella | 17/11/1949 | 01/12/2004 | 11/05/2020 | COM |
| STAUDE Peter | 08/02/1963 | 01/05/2016 | 19/07/2020 | PE |
| TALBOT David | 14/03/1938 | 01/10/1999 | 09/07/2020 | COM |
| TARONI Adolfo | 26/12/1939 | 01/05/2003 | 20/02/2020 | COM |
| TAYLOR Rodney | 19/02/1949 | 01/03/2009 | 23/04/2020 | COM |
| THEOLOGHITIS Panayotis | 26/09/1937 | 01/10/2002 | 06/03/2020 | COM |
| THOMAS Maurice | 22/01/1943 | 01/09/2006 | 23/04/2020 | COM |
| THOREAU Jacques | 05/06/1923 | 01/01/1985 | 09/04/2020 | COM |
| TONDI Fausto | 18/05/1951 | 01/11/2013 | 14/02/2020 | COM |
| TOULEMON Robert | 02/07/1927 | 01/08/1982 | 05/07/2020 | COM |
| TRAAS Laurus | 30/12/1932 | 01/01/1994 | 03/02/2020 | COM |
| TRUSSART Georges | 26/05/1933 | 01/04/1995 | 08/04/2020 | PE |
| TUSEI Attilio | 31/12/1948 | 01/07/2009 | 16/02/2020 | COM |
| TYTGAT Jean-Pierre | 18/04/1939 | 01/05/2004 | 10/07/2020 | COM |
| URIBE MARCHANTE | 05/08/1961 | 01/03/2019 | 24/04/2020 | MIN |
| VALETTE Leon | 02/04/1931 | 01/05/1986 | 09/05/2020 | COM |
| VAN ACKEN Martine | 09/06/1952 | 01/04/1993 | 10/07/2020 | CM |
| VAN BILZEN Gerard | 30/09/1951 | 01/10/2011 | 25/02/2020 | COM |
| VAN DE PAS Christianus | 12/11/1926 | 01/12/1991 | 03/04/2020 | COM |
| VAN DER BILT Robert | 08/03/1936 | 01/11/1996 | 29/02/2020 | COM |
| VAN DER HIMST Maria | 03/08/1942 | 01/04/2005 | 08/07/2020 | COM |
| VAN DER KROGT Gerarda | 01/03/1931 | 01/04/1996 | 27/06/2020 | COM |
| VAN DER VEEN Gerlof | 24/04/1928 | 01/05/1993 | 11/04/2020 | COM |
| VAN ESBEEN Francine | 10/06/1949 | 01/03/2000 | 31/03/2020 | COM |
| VAN EYCKEN | 04/11/1938 | 01/01/1987 | 04/06/2020 | COM |
| VAN GOETHEM Antoine | 27/03/1932 | 01/06/1995 | 11/05/2020 | COM |
| VAN HERK Willem | 28/09/1932 | 01/01/1990 | 28/03/2020 | COM |
| VAN IMPE-VAN DEN BRANDEN Céline | 12/08/1934 | 01/10/1994 | 05/04/2020 | COM |
| VAN LAERE Claudine | 14/12/1931 | 01/05/1990 | 08/06/2020 | COM |
| VAN NUFFEL Helena | 05/01/1951 | 01/11/1997 | 04/07/2020 | CES |
| VAN OEVEREN Cornelis | 21/12/1927 | 01/12/1986 | 02/03/2020 | COM |
| VANCAMPENHOUT Roger | 22/10/1936 | 01/11/2001 | 11/07/2020 | COM |
| VANDEN BULCKE Alice | 03/08/1929 | 01/09/1994 | 02/06/2020 | COM |
| VANDENDRIESSCHE Célestine | 19/10/1935 | 01/03/1992 | 04/04/2020 | COM |
| VANDERGOTEN Renée | 03/10/1943 | 01/11/2008 | 25/05/2020 | COM |
| VANDERHAEGHE Andrea | 30/05/1938 | 01/11/1996 | 22/05/2020 | COM |

| | | | | |
|-------------------------------------|------------|------------|------------|-----|
| VANDY Maria-Jenny | 29/05/1927 | 01/08/1985 | 18/07/2020 | COM |
| VANETTI Guido | 08/04/1934 | 01/07/1993 | 18/02/2020 | COM |
| VANLOO Robert | 18/11/1947 | 01/01/2006 | 26/03/2020 | COM |
| VARELA CABANELAS Amando | 19/09/1964 | 01/05/2014 | 16/06/2020 | COM |
| VARISTO Ferdinando | 12/05/1940 | 01/07/2002 | 22/06/2020 | COM |
| VASQUEZ Fernando | 27/04/1952 | 01/07/2014 | 16/07/2020 | COM |
| VENTURA Sergio | 01/01/1935 | 01/02/2000 | 17/03/2020 | COM |
| VERHAEGEN Gisèle | 05/03/1956 | 01/05/2015 | 31/01/2020 | COM |
| VERSTRAETE Jan | 30/12/1946 | 01/11/2007 | 11/03/2020 | COM |
| VIKAS Anastassios | 14/08/1940 | 01/10/2005 | 27/07/2020 | CM |
| VITAL François | 20/07/1944 | 01/10/2006 | 02/06/2020 | COM |
| VON TLUCK UND TOSCHONOWITZ Beatrice | 25/03/1924 | 01/01/1976 | 23/04/2020 | COM |
| WALDSTROM Soren | 16/01/1945 | 01/07/2003 | 22/04/2020 | COM |
| WATERSCHOOT Paul | 27/06/1938 | 01/07/2003 | 11/04/2020 | COM |
| WATSON John | 04/11/1929 | 01/04/1991 | 01/03/2020 | COM |
| WEDELL George | 04/04/1927 | 01/08/1990 | 23/02/2020 | COM |
| WEIDENAAR Maarten | 14/08/1943 | 01/09/2008 | 20/05/2020 | COM |
| WEISZ Irene Caroline | 26/07/1956 | 01/09/1997 | 23/02/2020 | COM |
| WENDEL Marie -Louise | 19/04/1931 | 01/05/1996 | 25/04/2020 | PE |
| WILSON Ethyl | 15/10/1924 | 01/11/1989 | 25/03/2020 | COM |
| WINDLE Terence | 15/01/1926 | 01/02/1991 | 22/02/2020 | COM |
| WITTWER Hans | 02/12/1926 | 01/01/1992 | 31/03/2020 | COM |
| YERKES Arnold | 11/09/1937 | 01/10/1999 | 02/02/2020 | COM |
| ZEYEN Roland | 10/09/1948 | 01/10/2013 | 05/06/2020 | COM |



SOUHAITEZ-VOUS CONTINUER À RECEVOIR LE VOX?

Le VOX est le magazine de l'AIACE Internationale et est envoyé par la poste à tous les pensionnés des institutions européennes. Il est également disponible en ligne sur le site web de l'AIACE Internationale: <https://aiace-europa.eu>, sous la rubrique 'Publications': <https://aiace-europa.eu/publications/>

Si vous ne souhaitez plus recevoir le VOX en version papier, vous pouvez:

- envoyer un e-mail à la boîte fonctionnelle HR-AIACE-VOX@ec.europa.eu et préciser votre nom, prénom et numéro de pension
- nous écrire à l'adresse ci-dessous: Commission européenne, DG Ressources humaines et sécurité, Rue de la Science no 11, bureau 02/001, 1049 Bruxelles - Belgique en mentionnant votre nom, prénom et numéro de pension

DO YOU WANT TO CONTINUE RECEIVING THE PAPER VERSION OF VOX?

VOX is the magazine of AIACE's International section and is sent by post to all the retired staff of the European institutions. It is also available online on the website of AIACE International: <https://aiace-europa.eu>. under the heading 'Publications': <https://aiace-europa.eu/publications/>

If you no longer wish to receive the paper version of VOX, you can:

- send an email to the functional mailbox HR-AIACE-VOX@ec.europa.eu indicating your name, and your pension number – or
- write to the address: European Commission, DG Human Resources and Security, Rue de la Science n° 11, office 02/001, 1049 Brussels, Belgium indicating your name and your pension number

SECRÉTARIAT DE L'AIACE INTERNATIONALE



Secrétariat de l'AIACE internationale:

Anne-Pascale Descamps
et Fabrizio Gariazzo

*De 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h
N105 00/036*

(av. des Nerviens 105, 1040 Bruxelles)

Tél. : + 32(0)2-295.29.60

Email: aiace-int@ec.europa.eu